

Journal officiel

de l'Union européenne

ISSN 1725-2431

C 105

46^e année

1^{er} mai 2003

Édition de langue française

Communications et informations

<u>Numéro d'information</u>	Sommaire	Page
	<i>I Communications</i>	
	Commission	
2003/C 105/01	Taux de change de l'euro	1
2003/C 105/02	Aides d'État — Espagne — Aide C 17/03 (ex NN 108/02) — Aides en faveur de l'industrie houillère de la Communauté autonome de Castille et Léon pour les années 2000, 2001 et 2002 — Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE ⁽¹⁾	2
2003/C 105/03	Aides d'État — France — Aide C 23/03 (ex NN 113/02) — Construction navale — Application abusive de l'aide au développement en faveur des paquebots R3 et R4 — Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE ⁽¹⁾	30
2003/C 105/04	Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 87 et 88 du traité CE — Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection	33
2003/C 105/05	Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 87 et 88 du traité CE — Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection	35
2003/C 105/06	Notification préalable d'une opération de concentration (Affaire COMP/M.3146 — Smith & Nephew/Centerpulse) ⁽¹⁾	36
	Banque centrale européenne	
2003/C 105/07	Avis du Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne du 24 avril 2003 sur une recommandation du Conseil de l'Union européenne concernant la nomination d'un membre du directoire de la Banque centrale européenne (CON/2003/6)	37

FR

Numéro d'information

Sommaire (*suite*)

Page

ESPACE ÉCONOMIQUE EUROPÉEN

Autorité de surveillance AELE

2003/C 105/08

Aide d'État — Norvège 38

Avis aux lecteurs (voir page 40)

I

(Communications)

COMMISSION

Taux de change de l'euro ⁽¹⁾

30 avril 2003

(2003/C 105/01)

1 euro =

Monnaie	Taux de change	Monnaie	Taux de change		
USD	dollar des États-Unis	1,1131	LVL	lats letton	0,6374
JPY	yen japonais	132,98	MTL	lire maltaise	0,4262
DKK	couronne danoise	7,4243	PLN	zloty polonais	4,268
GBP	livre sterling	0,697	ROL	leu roumain	37 015
SEK	couronne suédoise	9,1175	SIT	tolar slovène	232,6155
CHF	franc suisse	1,5131	SKK	couronne slovaque	40,921
ISK	couronne islandaise	83,61	TRL	lire turque	1 750 000
NOK	couronne norvégienne	7,838	AUD	dollar australien	1,7822
BGN	lev bulgare	1,9463	CAD	dollar canadien	1,6038
CYP	livre chypriote	0,58813	HKD	dollar de Hong Kong	8,681
CZK	couronne tchèque	31,433	NZD	dollar néo-zélandais	1,99
EEK	couronne estonienne	15,6466	SGD	dollar de Singapour	1,9764
HUF	forint hongrois	245,73	KRW	won sud-coréen	1 352,69
LTL	litas lituanien	3,4533	ZAR	rand sud-africain	8,0071

(1) Source: taux de change de référence publié par la Banque centrale européenne.

AIDES D'ÉTAT — ESPAGNE

Aide C 17/03 (ex NN 108/02) — Aides en faveur de l'industrie houillère de la Communauté autonome de Castille et Léon pour les années 2000, 2001 et 2002

Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE

(2003/C 105/02)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Par sa lettre du 19 février 2003, reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié à l'Espagne sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité CE concernant des aides susmentionnées.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations sur les aides à l'égard desquelles la Commission ouvre la procédure dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de l'énergie et des transports
Direction A — Affaires générales et ressources
Unité A4 «Marché intérieur, service public, concurrence et droit des usagers»
DM 28
B-1049 Bruxelles
[télécopieur (32-2) 296 41 04].

Ces observations seront communiquées à l'Espagne. Le traitement confidentiel de l'identité de la partie intéressée qui présente les observations peut être demandé par écrit, en spécifiant les motifs de la demande.

La Communauté autonome de Castille et Léon a octroyé, pour les années 2000, 2001 et 2002, des aides en faveur des entreprises houillères en vue de couvrir des coûts de fermeture d'installations et de concentration d'exploitations, des aides en faveur de la protection de l'environnement, des aides à la recherche et au développement, des aides à la formation et des aides à la sécurité minière.

RÉSUMÉ

Procédure

À la demande de la Commission, l'Espagne a notifié le 5 septembre 2002 les aides octroyées par la Communauté autonome de Castille et Léon à l'industrie houillère pour les années 2000, 2001 et 2002.

Description des aides à l'encontre desquelles la Commission ouvre la procédure

La Commission ouvre la procédure formelle d'examen des aides à la fermeture d'installations et à la concentration d'exploitations, d'une partie des aides à l'environnement et les aides à la sécurité minière.

— *Base juridique nationale*: décrets des 20 octobre 2000, 19 décembre 2000 et 19 décembre 2001 du ministère de l'industrie, du commerce et du tourisme de la Communauté autonome de Castille et Léon.

— *Forme d'aide*: subventions.

— *Durée*: années 2000, 2001 et 2002.

— *Bénéficiaire(s)*: toutes les entreprises (grandes et petites et moyennes entreprises) de l'industrie houillère de la Communauté autonome de Castille et Léon (environ 50 entreprises) soumises à la décision n° 3632/93/CECA de la Commission du 28 décembre 1993 relative au régime communautaire des interventions des États membres en faveur de l'industrie houillère) ⁽¹⁾.

— *Objectif/finalité*: améliorer la viabilité économique des entreprises.

— *Budget*: budget de la Communauté autonome de Castille et Léon. Le budget annuel est de 9 015 181,60 euros.

⁽¹⁾ JO L 329 du 30.12.1993, p. 12.

— *Intensité de l'aide, coûts éligibles*: jusqu'à 100 % des coûts pour les aides autres que celles à la recherche et développement et à l'environnement, lesquelles sont soumises aux plafonds de l'encadrement communautaire de ces aides respectives. Les aides par entreprise, pour les trois années, varient entre 5 056 850,78 euros et 10 818 euros.

— *Évaluation des aides*:

— les aides correspondent à des catégories prévues dans le règlement (CE) n° 1407/2002,

— le règlement (CE) n° 1407/2002 et les décisions annuelles de la Commission [98/637/CECA ⁽²⁾, 1999/451/CECA ⁽³⁾, 2001/162/CECA ⁽⁴⁾, 2002/241/CECA ⁽⁵⁾ et 2002/826/CECA ⁽⁶⁾] — encadrement communautaire des aides à la recherche et au développement [96/C 45/06 du 17 février 1996 ⁽⁷⁾, 98/C 48/02 du 13 février

1998 ⁽⁸⁾, 2002/C 111/03 du 8 mai 2002 ⁽⁹⁾] — encadrement communautaire des aides en faveur de la protection de l'environnement [publication du JO C 72 du 10.3.1994 jusqu'au 2 février 2001; 2001/C 37/03 à partir du 3 février 2001 ⁽¹⁰⁾] — encadrement des aides à la formation [règlement (CE) n° 68/2001 de la Commission ⁽¹¹⁾],

— la Commission considère qu'une partie de ces aides sont des aides pour couvrir des charges exceptionnelles [article 7 du règlement (CE) n° 1407/2002] pour lesquelles l'Espagne a déjà octroyé des aides pour les années allant de 1998 à 2002. La Commission considère également qu'une autre partie de ces aides sont des aides au fonctionnement, pour lesquelles l'Espagne a déjà octroyé des aides aux mêmes entreprises houillères.

Conformément à l'article 14 du règlement (CE) n° 659/1999 du Conseil, toute aide illégale pourra faire l'objet d'une récupération auprès de son bénéficiaire.

⁽²⁾ JO L 303 du 13.11.1998, p. 57.

⁽³⁾ JO L 177 du 13.7.1999, p. 27.

⁽⁴⁾ JO L 58 du 28.2.2001, p. 24.

⁽⁵⁾ JO L 82 du 26.3.2002, p. 11.

⁽⁶⁾ JO L 296 du 30.10.2002, p. 73.

⁽⁷⁾ JO C 45 du 17.2.1996, p. 5.

⁽⁸⁾ JO C 48 du 13.2.1998, p. 2.

⁽⁹⁾ JO C 111 du 8.5.2002, p. 3.

⁽¹⁰⁾ JO C 37 du 3.2.2001, p. 3.

⁽¹¹⁾ JO L 10 du 13.1.2001, p. 20.

TEXTE DE LA LETTRE

«Por la presente, la Comisión tiene el honor de comunicar a España que, tras haber examinado la información facilitada por sus autoridades sobre la ayuda arriba indicada, ha decidido incoar el procedimiento previsto en el apartado 2 del artículo 88 del Tratado CE.

1. PROCEDIMIENTO

Por carta de 19 de junio de 2000, España comunicó a la Comisión un proyecto de medidas de incentivos mineros de la Comunidad autónoma de Castilla y León, de acuerdo con el apartado 3 del artículo 88 del Tratado CE, que fue registrado por la Comisión con la referencia N/776/2000. El proyecto de medidas en favor de la industria minera contenía determinados esquemas de ayudas a la industria del carbón de los previstos en la Decisión n° 3632/93/CECA de la Comisión, de 28 de diciembre de 1993, relativa al régimen comunitario de las intervenciones de los Estados miembros en favor de la industria del carbón ⁽¹²⁾.

En su comunicación del 19 de junio de 2000, España informó a la Comisión que la notificación de las ayudas que tiene la intención de conceder la Comunidad autónoma de Castilla y León se hará de forma coordinada con las ayudas que concede el Gobierno de España.

Por carta de 25 de septiembre de 2000, España comunicó a la Comisión que habiendo transcurrido 3 meses sin que la Comisión haya manifestado su posición sobre este asunto, las autoridades competentes tienen la intención de poner en aplicación estas medidas si, transcurridos 15 días hábiles desde esta comunicación, no se realiza un pronunciamiento conforme al apartado 4 del artículo 9 de la Decisión n° 3632/93/CECA.

⁽¹²⁾ DO L 329 de 30.12.1993, p. 12.

Por carta de 17 de julio de 2002, la Comisión solicitó a España información sobre las ayudas concedidas por la Junta de Castilla y León a la industria del carbón, en los años 2000, 2001 y 2002, indicando la empresa beneficiaria, el montante de la ayuda y su objeto, así como su clasificación dentro de las categorías previstas en la Decisión nº 3632/93/CECA. En su información, España debería precisar también la relación de estas ayudas con los objetivos y criterios generales establecidos en el artículo 2 y con los planes notificados por España a la Comisión de conformidad con el artículo 8 de la Decisión nº 3632/93/CECA.

Por carta de 5 de septiembre de 2002, España notificó a la Comisión las ayudas concedidas a las empresas del carbón de la Comunidad autónoma de Castilla y León en los años 2000, 2001 y 2002. España ha realizado tal notificación en conformidad con las reglas de procedimiento del Reglamento (CE) nº 659/1999 del Consejo, de 22 de marzo de 1999, por el que se establecen disposiciones de aplicación del artículo 93 del Tratado CE ⁽¹³⁾. En su notificación España hace referencia a la Decisión nº 3632/93/CECA a pesar de que el 23 de julio de 2002 ya había expirado, al igual que el tratado CECA.

2. DESCRIPCIÓN DETALLADA DE LA AYUDA

2.1. Medidas en favor de la industria hullera adoptadas por el Gobierno español

El Gobierno español concede ayudas anuales a la industria hullera, que han sido notificadas y autorizadas por la Comisión en el marco de los artículos 8 y 9 de la Decisión nº 3632/93/CECA,

La Comisión ha adoptado, a partir del año 1998 de vigencia del Plan 1998-2002 de modernización, de racionalización, de reestructuración y de reducción de actividad de la industria hullera de España, las decisiones siguientes:

- Decisión 98/637/CECA, de 3 de junio de 1998, relativa a las ayudas del año 1998 ⁽¹⁴⁾,
- Decisión 1999/451/CECA, de 4 de mayo de 1999, relativa a las ayudas del año 1999 ⁽¹⁵⁾,
- Decisión 2001/162/CECA, de 13 de diciembre de 2000, relativa a las ayudas del año 2000 ⁽¹⁶⁾,
- Decisión 2002/241/CECA, de 11 de diciembre de 2001, relativa a las ayudas del año 2001 ⁽¹⁷⁾,
- Decisión 2002/826/CECA, de 2 de julio de 2002, relativa a las ayudas del año 2002 ⁽¹⁸⁾,

Las ayudas concedidas por España corresponden a las categorías de los artículos 3, 4 y 5 de la Decisión nº 3632/93/CECA, son financiadas por el presupuesto general del Estado y son elegibles todas las empresas productoras de carbón existentes en España el 1 de enero de 1998.

2.2. Descripción detallada de la ayuda concedida por la Comunidad de Castilla y León

2.2.1. TÍTULO DE LA AYUDA

A) Ayudas para cubrir cargas excepcionales, previstas en el artículo 5 de la Decisión nº 3632/93/CECA

Estas ayudas tienen como finalidad cubrir los costes derivados o que se hayan derivado de la modernización, racionalización y reestructuración de la industria del carbón y no están en relación con la producción corriente (cargas heredadas del pasado), subvencionándose los costes previstos en las letras e), f), g), h), i), y k) del anexo de la Decisión nº 3632/93/CECA.

Estas ayudas están recogidas en las Bases Regulatoras del Proyecto de Orden de la Consejería de Industria, Comercio y Turismo por la que se regula la concesión de Incentivos Mineros, bajo las siguientes denominaciones:

⁽¹³⁾ DO L 83 de 2.7.1999, p. 1.

⁽¹⁴⁾ DO L 303 de 13.11.1998, p. 57.

⁽¹⁵⁾ DO L 177 de 13.7.1999, p. 27.

⁽¹⁶⁾ DO L 58 de 28.2.2001, p. 24.

⁽¹⁷⁾ DO L 82 de 26.3.2002, p. 11.

⁽¹⁸⁾ DO L 296 de 30.10.2002, p. 73.

- Apartado 3, punto 2, «Infraestructura, preparación y equipamiento», subvencionando los costes previstos en la letra k) del anexo de la Decisión;
- Apartado 3, punto 6, «Desagües y labores en minas colindantes», subvencionando los costes previstos en las letras e), f), g), h) e i) del anexo de la Decisión.

B) Subvenciones a la investigación y el desarrollo tecnológico (I+D), previstas en el artículo 6 de la Decisión nº 3632/93/CECA

Estas ayudas están recogidas en el apartado 3, punto 1, de las Bases Reguladoras del Proyecto de Orden de la Consejería de Industria, Comercio y Turismo por la que se regula la concesión de incentivos mineros.

C) Subvenciones para la protección del medio ambiente, previstas en el artículo 7 de la Decisión nº 3632/93/CECA

Estas ayudas están recogidas en el apartado 3, punto 3, de las Bases Reguladoras del Proyecto de Orden de la Consejería de Industria, Comercio y Turismo por la que se regula la concesión de incentivos mineros.

D) Subvenciones para la formación minera

Estas ayudas están recogidas en el apartado 3, punto 4, de las Bases Reguladoras del Proyecto de Orden de la Consejería de Industria, Comercio y Turismo por la que se regula la concesión de incentivos mineros.

E) Subvenciones para la seguridad minera

Estas ayudas están recogidas en el apartado 3, punto 5, de las Bases Reguladoras del Proyecto de Orden de la Consejería de Industria, Comercio y Turismo por la que se regula la concesión de incentivos mineros.

2.2.2. FUNDAMENTO JURÍDICO

Título:

- Orden de la Consejería de Industria, Comercio y Turismo por la que se regula la concesión de incentivos mineros, de fechas 20 de octubre de 2000 (ayudas año 2000), 19 de diciembre de 2000 (ayudas año 2001) y 19 de diciembre de 2001 (ayudas año 2002).

2.2.3. BENEFICIARIOS

2.2.3.1. La ayuda está destinada a:

Todas las empresas (empresas grandes y PYME), de la minería del carbón de la Comunidad de Castilla y León sometidas a la Decisión nº 3632/93/CECA que tengan por objeto promover y desarrollar el uso del carbón. El número estimado de empresas o entidades beneficiarias es de cincuenta (50).

2.2.3.2. Los beneficiarios residen:

En una de las regiones asistidas en virtud de la letra a) del apartado 3 del artículo 87.

La región de Castilla y León ha sido considerada para el período 2000-2006 como una de las regiones que puede acogerse a estas ayudas.

2.2.4. OBJETIVO DE LA AYUDA

A) Ayudas para cubrir cargas excepcionales de modernización, racionalización y reestructuración

Infraestructura, preparación y equipamiento: Las empresas mineras del carbón podrán obtener subvenciones cuando tengan por objeto sufragar los costes derivados de depreciaciones intrínsecas excepcionales, siempre que se deriven de la reestructuración de la industria del carbón, prevista en la letra k) del anexo de la mencionada Decisión nº 3632/93/CECA.

Desagües y labores en minas colindantes: Las empresas mineras del carbón podrán obtener subvenciones cuando tengan por objeto alguno de los siguientes costes, siempre que supongan una carga excepcional, derivada de la reestructuración y racionalización de la propia explotación o de otras minas colindantes que hayan efectuado su cierre:

- sufragar los gastos relativos al suministro de agua y evacuación de aguas residuales,
- los gastos derivados de otras labores en minas colindantes.

B) Subvenciones a la investigación y el desarrollo tecnológico (I+D)

Incentivar la realización de proyectos de investigación y desarrollo tecnológico en empresas que nunca han realizado este tipo de actividades, o aumentar las mismas en empresas que ya suelen realizarlas habitualmente.

- Mejorar las condiciones de seguridad y salubridad del trabajo en las minas.
- Optimizar el aprovechamiento de las reservas y recursos mineros, mejorando los métodos de explotación y beneficio de los mismos.
- Promover la innovación tecnológica dirigida a la mejora del impacto ambiental de las explotaciones.
- Fomentar la introducción de mejoras tecnológicas dirigidas a incrementar el valor añadido del producto, a facilitar su introducción en los nuevos mercados o a incrementar la productividad.
- Potenciar la tecnología aplicable al equipo y proyectos destinados a la explotación, tratamiento y utilización de las sustancias minerales.

Serán proyectos prioritarios subvencionables por este régimen de ayudas, los que se enmarquen en alguna de las siguiente líneas prioritarias:

- reducción del riesgo de accidentes catastróficos, explosiones, incendios, etc., y eliminación de las causas de accidentes graves y con alta frecuencia,
- estudios de viabilidad técnica previos a actividades de investigación industrial minera.

C) Subvenciones para la protección del medio ambiente

Disminución del deterioro que las actividades mineras y metalúrgicas causan en el medio ambiente.

- Restauración del medio ambiente en zonas afectadas por antiguas actividades mineras.
- Recuperación de sustancias minerales o metálicas a partir de escombreras.

Serán proyectos prioritarios subvencionables por este régimen de ayudas, los que se enmarquen en alguna de las siguientes líneas prioritarias:

- adaptación de la calidad de las emisiones a la atmósfera y a los cauces públicos de las empresas mineras a la normativa obligatoria vigente en materia de protección al medio ambiente, siempre que las instalaciones de la misma funcionaran desde, al menos, dos años antes de la entrada en vigor de las mencionadas normas obligatorias,
- mejora del nivel de protección del medio ambiente sustancialmente superior al previsto en las normas obligatorias para las empresas mineras,
- desarrollo de medidas correctoras sobre el entorno ya deteriorado,
- desarrollo de estudios y proyectos tecnológicos que contribuyan a disminuir el deterioro que las actividades mineras y metalúrgicas causan en el medio ambiente.

D) Subvenciones para la formación minera

Tiene por objeto proyectos formativos que desarrollen actividades de formación cuyo objetivo fundamental sea conseguir una buena cualificación técnica de los trabajadores del sector, a efectos de minimizar la accidentalidad en las explotaciones mineras.

E) Subvenciones para la seguridad minera

Son objeto de subvención los proyectos de inversión encaminados a conseguir una mejora de seguridad de las instalaciones mineras, por encima del nivel mínimo exigido por la normativa aplicable.

2.2.5. INSTRUMENTOS DE AYUDA

La ayuda adoptará la modalidad de subvención a fondo perdido.

2.2.6. COSTES SUBVENCIONABLES

A) Ayudas para cubrir cargas excepcionales

Los costes subvencionables son:

- cargas residuales derivadas de disposiciones fiscales, legales o administrativas,
- obras adicionales de seguridad en el interior de la mina derivada de reestructuraciones,
- daños ocurridos por hundimientos en la superficie, siempre que sean imputables a zonas de extracción anteriormente en servicio,
- cargas derivadas de las contribuciones a organismos encargados del suministro de agua y la evacuación de aguas residuales,
- otras cargas derivadas del suministro de agua y la evacuación de aguas residuales,
- depreciaciones intrínsecas excepcionales, siempre que se deriven de la reestructuración de la industria (sin tener en cuenta las revalorizaciones producidas después del 1 de enero de 1986, que sobrepasen el índice de inflación), tales como personal, consumos energéticos, utilización de maquinaria y equipos, etc.

B) Subvenciones a la investigación y el desarrollo tecnológico (I+D)

1. Gastos de personal (investigadores, técnicos y demás personal auxiliar dedicados exclusivamente a la actividad de investigación).

Se subvencionan estos costes en función del grado de dedicación efectiva a la actividad de investigación y desarrollo subvencionada.

2. Costes de instrumental, material, terrenos y locales utilizados exclusiva y permanentemente (salvo en caso de cesión sobre una base comercial) para actividad de investigación.

Son subvencionables los costes de adquisición de activos fijos materiales de primer uso que se ubiquen en la región de Castilla y León. Dichos activos, equipos, así como las instalaciones y equipamientos auxiliares necesarios para el correcto funcionamiento de dichos equipos, que deberían ser utilizados exclusiva y permanentemente (salvo en caso de cesión a título oneroso) para la actividad de investigación y desarrollo.

3. Costes de los servicios de asesoría y similares utilizados exclusivamente para la actividad de investigación –incluidas la investigación, los conocimientos técnicos, las patentes, etc.– y adquiridos a fuentes externas.

Son subvencionables todos estos costes siempre que se justifique su directa y necesaria relación con la actividad de investigación y desarrollo.

4. Gastos generales suplementarios directamente derivados de la actividad de investigación.

Son subvencionables todos estos costes siempre que se justifique su directa y necesaria relación con la actividad de investigación y desarrollo.

5. Otros gastos de explotación (por ejemplo, coste de los materiales, suministros y productos similares) directamente derivados de la actividad de investigación.

Son subvencionables todos estos costes siempre que se justifique su directa y necesaria relación con la actividad de investigación y desarrollo.

C) Subvenciones para la protección del medio ambiente

Serán subvencionables los costes de inversión adicionales en terrenos, edificios, instalaciones y bienes de equipo necesarios para cumplir los objetivos medio ambientales.

D) Subvenciones para la formación minera:

Serán subvencionables los siguientes costes:

	Descripción	Importe (Importe máximo, si procede)
Coste del personal docente	Salarios, honorarios profesionales, desplazamientos y cargas sociales de la empresa	8 000 ESP/hora
Gastos de desplazamiento de los beneficiarios de la formación.	Desplazamientos interurbanos derivados de la asistencia a las clases o prácticas	24 ESP/kilómetro
Gastos de consumos y amortización de los instrumentos y equipos en proporción a su utilización exclusiva para el proyecto de formación en cuestión	Consumos: material didáctico entregado a los alumnos y necesario para la acción formativa (incluida ropa de protección) Equipamientos: alquiler o amortización de equipos limitado a la duración de la actividad formativa Edificios: alquileres de locales correspondientes al período de la actividad formativa	La suma de estos gastos no superará las 6 000 ESP/hora
Otros gastos corrientes	Teléfono, fax, electricidad, correo, diplomas, seguro de accidentes y de responsabilidad civil, y otros suministros o servicios necesarios para la actividad formativa	Los costes de estos tres apartados, en conjunto, no podrán ser superiores a 7 000 ESP/hora
Coste de los servicios de asesoramiento relativos a la acción de formación	Selección de alumnos y publicidad	
Coste de personal de los participantes en los proyectos de formación hasta alcanzar el total de los costes subvencionables anteriormente mencionados	Personal de Dirección-Coordinación (incluidos los gastos de desplazamiento), personal auxiliar y de limpieza	
TOTAL		

E) Subvenciones para la seguridad minera

Serán subvencionables los siguientes costes:

- a) adquisición de equipos que mejoren la seguridad de las instalaciones mineras;
- b) gastos encaminados a mejorar la seguridad de las instalaciones y de sus trabajadores;
- c) estudios relativos a la mejora de la seguridad de las instalaciones mineras.

2.2.7. CUANTÍA DE LA AYUDA

A) Ayudas para cubrir cargas excepcionales

- Infraestructura, preparación y equipamiento, cuando tengan por objeto sufragar los costes derivados de depreciaciones intrínsecas excepcionales, siempre que se deriven de la reestructuración de la industria del carbón, hasta el 100 % de los costes incurridos.
- Desagües y labores en minas colindantes, que supongan una carga excepcional, derivada de la reestructuración y racionalización de la propia explotación o de otras minas colindantes que hayan efectuado su cierre, la subvención podrá alcanzar hasta el 100 % de los costes.

B) Subvenciones a la investigación y el desarrollo tecnológico (I+D)

La cuantía bruta de las ayudas en materia de investigación y desarrollo es la siguiente:

- Para investigación industrial, hasta el 60 % de las inversiones y gastos aprobados como elegibles. Si el solicitante es una pequeña y mediana empresa (PYME), el importe de la ayuda podrá alcanzar el 70 % de los costes subvencionables del proyecto.
- Para estudios de viabilidad técnica previos a actividades de investigación industrial minera, el límite máximo admisible será el 75 % de los costes subvencionables del proyecto.

C) Subvenciones para la protección del medio ambiente

En los proyectos de medio ambiente, la intensidad máxima de las ayudas podrá alcanzar, en términos de subvención neta equivalente, los porcentajes máximos sobre inversión realizada que resulten del mapa de ayudas regionales autorizado por la Comisión Europea para el período 2000-2006, que se recogen en el anexo II del Proyecto de Orden, y que podrán ser incrementados para las PYMES en los siguientes porcentajes:

- en las ayudas a la inversión que contribuyan a la adaptación de las empresas a las nuevas normativas obligatorias en materia de medio ambiente, un 15 % bruto de los costes subvencionables,
- en las ayudas a la inversión que permitan obtener un nivel de protección ambiental superior al exigido por las normas obligatorias, un 20 % bruto de los costes subvencionables,
- en las ayudas a la inversión que mejore el nivel de protección ambiental a las empresas en los sectores en que no existen normas obligatorias, un 20 % bruto de los costes subvencionables.

Todos los beneficiarios de las presentes subvenciones residen en la región de Castilla y León, región asistida de las previstas en la letra a) del apartado 3 del artículo 87 del Tratado CE.

D) Subvenciones para la formación minera

La cuantía bruta máxima de las ayudas en materia de formación minera es del 100 % de los costes subvencionables.

Una vez que se haya determinado la intensidad bruta máxima aplicable al proyecto formativo, los costes subvencionables y su cuantía máxima serán los señalados en el apartado anterior del presente formulario.

E) Subvenciones para la seguridad minera

En los proyectos de Seguridad minera, la intensidad máxima de las ayudas podrá alcanzar el 100 % de los costes subvencionables.

2.2.8. DATOS ESPECÍFICOS PARA LOS RÉGIMENES

2.2.8.1. Duración del régimen

Para todas las ayudas, hasta la finalización de la vigencia de la Decisión nº 3632/93/CECA, es decir, hasta el 23 de julio de 2002.

2.2.8.2. Sectores a los que se aplica el régimen

Se aplica al sector de la minería, a empresas mineras o asociaciones de empresas mineras del carbón.

2.2.8.3. Presupuesto

Para financiar las ayudas notificadas se prevén las siguientes cantidades:

— año 2000: 1 500 000 000 ESP/9 015 181,56 euros,

— año 2001: 1 500 000 000 ESP/9 015 181,56 euros,

— año 2002: 1 500 000 000 ESP/9 015 181,56 euros.

Total: 4 500 000 000 ESP/27 045 544,70 euros.

2.2.9. ACUMULACIÓN DE AYUDAS

A) Ayudas para cubrir cargas excepcionales

Las ayudas previstas serán compatibles con cualesquiera otras ayudas públicas para el mismo objeto y finalidad, siempre que la subvención concedida no sea del 100 %, dado que el importe de las ayudas que se concedan al amparo del régimen propuesto no podrá ser, en ningún caso, de tal cuantía que aisladamente, o en concurrencia con otros incentivos, subvenciones o ayudas, de otras administraciones públicas u otros entes públicos o privados, nacionales o internacionales, supere el coste de la inversión, gasto o actividad a desarrollar por el beneficiario.

B) Subvenciones a la investigación y el desarrollo tecnológico (I+D)

Las ayudas para proyectos de investigación y desarrollo serán compatibles con cualesquiera otras ayudas públicas para el mismo objeto y finalidad. En caso de acumulación de ayudas, la financiación pública total no podrá exceder el límite del 75 % de los costes subvencionables.

C) Subvenciones para la protección del medio ambiente

Las ayudas para proyectos de medio ambiente serán compatibles con cualesquiera otras ayudas públicas para el mismo objetivo y finalidad, siempre que acumuladamente no superen los límites señalados en la letra b) del apartado 6.1 de las Bases Regulatoras de Proyecto de Orden, es decir:

La intensidad máxima de las ayudas podrá alcanzar, en términos de subvención neta equivalente, los porcentajes máximos sobre inversión realizada que resulten del mapa de ayudas regionales autorizado por la Comisión Europea para el período 2000-2006:

- 35 % para Burgos y Valladolid,
 - 37 % para Palencia y Segovia,
 - 40 % para el resto de provincias.
- Estos porcentajes podrán incrementarse hasta en un 15 % en términos brutos, cuando se trate de pequeñas y medianas empresas (PYMES).

La cuantía de la subvención, señalada en los párrafos anteriores, podrá ser incrementada para las PYMES en los siguientes porcentajes:

- en las ayudas a la inversión que contribuyan a la adaptación de las empresas a las nuevas normativas obligatorias en materia de medio ambiente, un 15 % bruto de los costes subvencionables,
- en las ayudas a la inversión que permitan obtener un nivel de protección ambiental superior al exigido por las normas obligatorias, un 20 % bruto de los costes subvencionables,
- en las ayudas a la inversión que mejore el nivel de protección ambiental a las empresas en los sectores en que no existen normas obligatorias, un 20 % bruto de los costes subvencionables.

D) Subvenciones para la formación minera

Las ayudas para proyectos de Formación Minera serán compatibles con cualesquiera otras ayudas públicas para el mismo objetivo y finalidad, siempre que acumuladamente no superen los límites señalados en la letra c) del apartado 6.1 de las Bases Reguladoras del proyecto de Orden, es decir el 100 % de los costes subvencionables.

E) Subvenciones para la seguridad minera

Las ayudas para proyectos de Seguridad minera serán compatibles con cualesquiera otras ayudas públicas para el mismo objetivo y finalidad, siempre que acumuladamente no superen los límites señalados en la letra b) del apartado 6.1 de las Bases Reguladoras de Proyecto de Orden, es decir el 100 % de los costes subvencionables.

Todas las ayudas previstas en el presente régimen, serán compatibles con cualesquiera otras ayudas públicas para diferente finalidad, siempre que se respeten los límites máximos fijados en la propuesta de régimen de ayudas.

En todo caso, el importe de las ayudas que se conceden al amparo del régimen que se pretende autorizar no podrá ser, en ningún caso, de tal cuantía que aisladamente, o en concurrencia con otros incentivos, subvenciones o ayudas, de otras Administraciones Públicas o otros Entes públicos o privados, nacionales o internacionales, supere el coste de la inversión, gasto o actividad a desarrollar por el beneficiario.

2.2.10. PROYECTOS SUBVENCIONABLES

Los proyectos subvencionados, los montantes de la ayuda y las empresas beneficiarias en los años 2000, 2001 y 2002, se mencionan en el anexo.

3. EVALUACIÓN DE LA MEDIDA/AYUDA

3.1. Aplicación del reglamento (CE) nº 1407/2002 del Consejo ⁽¹⁹⁾

Dado que tanto el Tratado CECA como la Decisión nº 3632/1993/CECA expiraron el 23 de julio de 2002, la compatibilidad de las ayudas notificadas tiene que evaluarse en base al reglamento (CE) nº 1407/2002 del Consejo, de 23 de julio de 2002, sobre ayudas estatales a la industria del carbón ⁽²⁰⁾.

El cambio de marco legislativo del Tratado CECA al Tratado CE no produce conflicto en la evaluación de las ayudas concedidas por la Comunidad de Castilla y León. Las previsiones que conciernen el reglamento (CE) nº 1407/2002 y la Decisión nº 3632/2002, son casi similares y una evaluación sobre la base del marco legislativo del Tratado CECA no llevaría a un resultado diferente.

3.2. Aplicación del apartado 1 del artículo 87

Con el fin de apreciar si las medidas del régimen constituyen ayudas en el sentido del apartado 1 del artículo 87 del Tratado, es conveniente determinar si procuran un beneficio a sus beneficiarios, si este beneficio es de origen estatal, si las medidas en cuestión afectan a la competencia, y si son susceptibles de afectar a los intercambios entre los Estados miembros.

El primer elemento constitutivo del apartado 1 del artículo 87, reside en la posibilidad de que la medida procure un beneficio a algunos beneficiarios específicos. Se trata de determinar, por una parte, si las empresas beneficiarias reciben un beneficio económico que no hubieran podido obtener en condiciones normales de mercado o si evitan soportar costes que normalmente tendrían que haber sufragado los recursos financieros propios de las empresas, y por otra parte, si este beneficio es concedido a una determinada categoría de empresa. Las ayudas comportan beneficios económicos a los beneficiarios, en la medida en que los gastos corrientes que las empresas tendrían que haber soportado normalmente se reducen. Además, las medidas en cuestión tienen por objetivo únicamente empresas hulleras en la región de Castilla y León. De esta manera favorecen a algunas empresas respecto a sus competidoras.

La segunda condición de aplicación del artículo 87 reside en que esta disposición tiene por objetivo las ayudas acordadas por los Estados o mediante los recursos de Estado. En el caso en cuestión la existencia de un recurso de Estado lo demuestra el hecho de que la medida está en efecto financiada, desde un punto de vista económico, por el presupuesto público de una colectividad territorial.

En virtud de la tercera y cuarta condición de aplicación del apartado 1 del artículo 87 del Tratado, la ayuda debe perjudicar o amenazar con perjudicar la competencia y afectar o ser susceptible de afectar los intercambios entre los Estados miembros. En el caso en cuestión, estas medidas amenazan con perjudicar la competencia, ya que refuerzan la posición financiera y las posibilidades de acción de las empresas beneficiarias en relación a sus competidores que no se benefician. Aún cuando los intercambios intracomunitarios de hulla son muy reducidos y que estas empresas no exportan, la producción nacional se beneficia del hecho que las posibilidades de las empresas, establecidas en otros Estados miembros, de exportar sus productos al mercado español se reducen. Además, estas medidas perjudican a la competencia y afectan a los intercambios entre Estados miembros en la medida en que se complementan con otras que concede el Gobierno de España.

Por estas razones, las medidas en cuestión están en principio prohibidas por el apartado 1 del artículo 87 del tratado y sólo pueden ser consideradas como compatibles con el mercado común si pueden beneficiar de una de las derogaciones previstas por dicho tratado.

⁽¹⁹⁾ DO L 205 de 2.8.2002, p. 1.

⁽²⁰⁾ Véase el punto 47 de la Comunicación de la Comisión relativa a determinados aspectos del tratamiento de los asuntos de competencia resultantes de la expiración del tratado CECA, 2002/C 152/03 (DO C 152 de 26.6.2002, p. 5).

Las derogaciones previstas por dicho tratado son el objeto de los encuadramientos para estas tres categorías de ayudas, enumeradas en el artículo 3 del Reglamento (CE) n° 1407/2002:

- encuadramiento comunitario sobre las ayudas de estado a la investigación y al desarrollo [Comunicación 96/C 45/06 de 17 de febrero de 1996 ⁽²¹⁾, modificada por la Comunicación 98/C48/02 del 15 de febrero de 1998 ⁽²²⁾ y la Comunicación 2002/C111/03 del 8 de mayo de 2002 ⁽²³⁾],
- Directrices comunitarias sobre las ayudas de estado a favor de la protección del medio ambiente [Comunicación 2001/C 37/03 de 3 de febrero de 2001 ⁽²⁴⁾],
- Reglamento (CE) n° 68/2001 de la Comisión, de 12 de enero de 2001, relativo a la aplicación de los artículos 87 y 88 del Tratado CE a las ayudas a la formación ⁽²⁵⁾.

3.3. Notificación de las ayudas

En lo que se refiere a la notificación de las ayudas que los estados miembros tienen la intención de conceder a la industria del carbón, de acuerdo con el artículo 8 de la Decisión n° 3632/93/CECA, España notificó el 31 de marzo de 1998 «el Plan de modernización, de racionalización, de reestructuración y de reducción de actividad 1998-2002 derivado del Plan 1998-2005 de la industria minera del carbón y del desarrollo alternativo de las comarcas mineras», que recibió opinión favorable de la Comisión en su Decisión n° 98/637/CECA, de 3 de junio de 1998 ⁽²⁶⁾. En este plan el Gobierno de España prevé intervenciones financieras para cubrir las ayudas previstas en los artículos 3, 4 y 5 de la Decisión n° 3632/93/CECA en el marco de los Planes citados.

De acuerdo con el apartado 10 del artículo 9 del Reglamento (CE) 1407/2002, que coincide con el apartado 1 del artículo 9 de la Decisión n° 3632/93/CECA, los Estados miembros notificarán todas las ayudas financieras que tienen intención de acordar a la industria hullera durante el siguiente año. España notificó las medidas de ayuda a la Comisión por su carta de 19 de junio, en cumplimiento con el apartado 3 del artículo 88 del Tratado CECA. La Comisión no respondió a esta notificación en el plazo previsto por el apartado 4 del artículo 9 de la Decisión n° 3632/93/CECA y por lo tanto la ayuda proyectada para el año 2000 puede considerarse autorizada. Sin embargo, España no respetó las obligaciones de notificación previa para los años 2001 y 2002. En consecuencia, las ayudas que Castilla y León ha concedido en los años 2001 y 2002 y que figuran en la notificación de España del 5 de septiembre de 2002, deben ser consideradas como ayudas no notificadas.

Todas las empresas hulleras de Castilla y León recibieron en los años 2000, 2001 y 2002 ayudas acordadas por el gobierno del Estado español para la cobertura de pérdidas de explotación (artículo 3 y/o artículo 4 de la Decisión n° 3632/93/CECA) y ayudas para la cobertura de gastos excepcionales de reestructuración (artículo 5 de la Decisión n° 3632/93/CECA). Estas ayudas han sido autorizadas en las Decisiones de la Comisión 98/637/CECA, 1999/451/CECA, de 4 de mayo de 1999 ⁽²⁷⁾, 2001/162/CECA, de 13 de diciembre de 2000 ⁽²⁸⁾, 2002/241/CECA, de 11 de diciembre de 2001 ⁽²⁹⁾ y 2002/826/CECA, de 2 de julio de 2002 ⁽³⁰⁾.

La Comisión debe velar para que las ayudas concedidas por la Comunidad autónoma de Castilla y León a las empresas no se acumulen a las ayudas concedidas por el Gobierno de España, superando los límites permitidos.

3.4. Evaluación de las ayudas para cubrir cargas excepcionales

La Comisión ha analizado las ayudas autorizadas al Gobierno de España en los años 1998 a 2002, y las ayudas que concedió Castilla y León en los años 2001 y 2002, para comprobar si hay acumulación de ayudas por encima de los límites permitidos.

⁽²¹⁾ DO C 45 de 17.2.1996, p. 5.

⁽²²⁾ DO C 48 de 13.2.1998, p. 2.

⁽²³⁾ DO C 111 de 8.5.2002, p. 3.

⁽²⁴⁾ DO C 37 de 3.2.2001, p. 3.

⁽²⁵⁾ DO L 10 de 13.1.2001, p. 20.

⁽²⁶⁾ DO L 303 de 13.11.1998, p. 57.

⁽²⁷⁾ DO L 177 de 13.7.1999, p. 27.

⁽²⁸⁾ DO L 58 de 28.2.2001, p. 24.

⁽²⁹⁾ DO L 82 de 26.3.2002, p. 11.

⁽³⁰⁾ DO L 296 de 30.10.2002, p. 73.

La Comisión considera que las siguientes ayudas concedidas por Castilla y León a:

Expediente	Año	Empresa	Ayuda
11/01	2001	MSP	570 371,43 euros
41/01	2001	Antracitas La Granja	113 591,29 euros
211.1/01	2001	Viloria Hermanos	68 575,48 euros
211.2/01	2001	Viloria Hermanos	123 748,39 euros
261/01	2001	Hijos de Baldomero G ^a	100 970,03 euros
401/01	2001	Carbones El Túnel SL	25 242,51 euros
501/01	2001	Minex SA	61 543,64 euros
401/02	2002	Carbones El Túnel SL	66 248,00 euros
501/02	2002	Minex SA	106 868,36 euros
1141.2/02	2002	Coto Minero del Sil	257 694,52 euros

se acumulan con las concedidas por el Gobierno de España en los años 1998, 1999, 2000 y 2001, y que fueron autorizadas por las Decisiones 98/637/CECA, 1999/451/CECA, 2001/162/CECA y 2002/241/CECA antes mencionadas.

España notificó a la Comisión, en sus cartas de 16 de abril de 1999, 24 de julio de 2000, 19 de marzo de 2001 y 13 de mayo de 2002 que había concedido a estas empresas para estos mismos fines las ayudas totales siguientes:

Empresa	Ayuda	
	En millones de ESP	En euros
MSP	8 852,089	53 202 126,38
Antracitas La Granja	223,306	1 342 096,09
Viloria Hermanos	298,841	1 796 070,58
Hijos de Baldomero G ^a	168,544	1 012 969,84
Carbones El Túnel SL	37,596	225 956,51
Minex	210,577	1 265 593,26
Coto Minero del Sil	327,221	1 966 637,82

Estas mismas empresas recibieron, en el año 2000, ayudas de Castilla y León para cubrir costes excepcionales de reestructuración:

Empresa	Ayuda	
	En millones de ESP	En euros
MSP	190	1 141 223
Antracitas La Granja	18	108 182,18
Viloria Hermanos	20,58	123 679,88
Hijos de Baldomero G ^a	7,66	46 037,53
Carbones El Túnel SL	12	72 121,45
Minex	28,8	173 091,49
Coto Minero del Sil	148	889 497,91

Además, la Comisión europea había analizado las ayudas a estas empresas, con motivo de las decisiones que adoptó y pidió información posterior a España sobre su utilización. En concreto, la Comisión solicitó por carta de 25 de octubre de 1999 información sobre los costes de reestructuración cubiertos por estas ayudas y llegó a la conclusión que las ayudas que ella autorizó al gobierno de España cubren el 100 % de los costes excepcionales de reestructuración. La Comisión solicitó además a España en sus decisiones de autorización de las ayudas y lo repitió en varias cartas, que velara por que, en el marco de las disposiciones del artículo 86 del Tratado CE, las ayudas concedidas a las empresas de conformidad con el artículo 5 de la Decisión nº 3632/93/CECA, destinadas a cubrir los costes técnicos de cierre, sean utilizadas por las empresas a los solos fines para los que fueron aprobadas y en todo caso que no sean utilizadas por las empresas como ayudas a la producción corriente (artículos 3 y 4 de la Decisión). Además la Comisión solicitó en su carta a España de 17 de diciembre de 1999 que los cierres de capacidad a los que se destinen las ayudas sean definitivos y se realicen en las mejores condiciones de seguridad y protección del medio ambiente.

La Comisión considera que las ayudas concedidas a estas empresas para cubrir cargas excepcionales [artículo 7 del Reglamento (CE) nº 1407/2002] producen una acumulación superior al 100 % y que, por tanto, las ayudas concedidas por Castilla y León pueden ser incompatibles con el mercado común.

La Comisión considera que las ayudas siguientes:

Expediente	Año	Empresa	Ayuda
171/01	2001	Virgilio Riesco SA	54 271,39 euros
221/01	2001	Minas de Navaleo	53 009,27 euros
321/01	2001	Malaba SA	51 747,14 euros
895/01	2001	Campomanes Hnos.	103 494,28 euros
171/02	2002	Virgilio Riesco SA	54 080,00 euros
221/02	2002	Minas de Navaleo	44 616,00 euros
321/02	2002	Malaba SA	50 024,00 euros

no están ligadas a la reestructuración ni a reducciones de actividad o al cierre de minas, puesto que el abandono de labores que se cita es consecuencia de la actividad normal de producción de las empresas. Ellas no son cargas heredadas del pasado y no pueden, por tanto, ser cubiertas por el artículo 7 del Reglamento (CE) nº 1407/2002. El coste de este abandono de labores ya explotadas es parte substancial del coste de producción del carbón, y las empresas que se relacionan han recibido las ayudas de España que autorizó la Comisión, en el marco del artículo 3 de la Decisión nº 3632/93/CECA. Por lo tanto, esta ayuda puede ser considerada incompatible con el mercado común.

La Comisión no puede manifestarse sobre la ayuda 11/02, concedida a MSP por valor de 1 430 308 euros. España deberá proporcionar la siguiente información sobre esta ayuda:

- la parte de la ayuda que corresponde al Grupo María,
- la parte de la ayuda que corresponde a los Grupos Villaseca, Sosas y Brañas,
- la parte de la ayuda que corresponde al lavadero de Ponferrada y otros trabajos de acondicionamiento en el exterior de las minas.

Las ayudas siguientes:

Expediente	Año	Empresa	Subvención
15/01	2001	MSP	600 656,66 euros
135/01	2001	Alto Bierzo SA	360 607,26 euros
225/01	2001	Minas de Navaleo	125 443,25 euros
455/01	2001	Mina Adelina	18 030,36 euros
1145/01	2001	Coto Minero del Sil	300 506,05 euros
2115.1/01	2001	Unión Minera del Norte	207 678,53 euros
2115.2/01	2001	Unión Minera del Norte	486 567,38 euros
15/02	2002	MSP	13 728,32 euros
135/02	2002	Alto Bierzo SA	103 975,09 euros
225/02	2002	Minas de Navaleo	132 000,00 euros
455/02	2002	Mina Adelina	16 224,00 euros

corresponden a la categoría de ayudas de la letra i) del anexo del Reglamento (CE) n° 1407/2002. El Gobierno de España no ha notificado la concesión de ayudas para estos fines en los años 2001 y 2002, y por lo tanto las ayudas concedidas por Castilla y León no se acumulan con otras previas concedidas por España.

La Comisión no presenta objeciones a la concesión de estas ayudas que corresponden a la evacuación de aguas procedentes de minas colindantes que han cerrado como consecuencia de las medidas de reestructuración, y que cubren exclusivamente el coste adicional de evacuación de estas aguas.

3.5. Evaluación de las ayudas a la investigación y el desarrollo tecnológico (I+D)

La Comisión analiza estas ayudas de acuerdo con el encuadramiento comunitario sobre ayudas de Estado de Investigación y Desarrollo. En el período de las ayudas tal encuadramiento se contiene en las Comunicaciones de la Comisión 96/C 45/06 de 17 de febrero de 1996 ⁽³¹⁾, 98/C 48/02 de 13 de febrero de 1998 ⁽³²⁾, y 2002/C 111/03 de 8 de mayo de 2002 ⁽³³⁾.

Se trata de las ayudas siguientes:

Expediente	Año	Empresa	Ayuda
186/01	2001	Carbones de Arlanza SA	14 514,44 euros
136/02	2002	Alto Bierzo SA	133 829,29 euros

Las ayudas al I+D concedidas por la Comunidad de Castilla y León han sido sometidas a un proceso abierto de licitación y tienen por fin facilitar el desarrollo de la actividad minera del carbón en las mejores condiciones de seguridad y sin alterar las condiciones de los intercambios en forma contraria al interés común. Las ayudas son de baja intensidad, en los dos casos a las PYMES. Sin embargo, para que la Comisión pueda manifestarse sobre estas ayudas es necesario que España establezca la compatibilidad de estas ayudas con la definición de investigación industrial contenida en el anexo 1 del encuadramiento de las ayudas a la investigación y el desarrollo.

⁽³¹⁾ DO C 45 de 17.2.1996, p. 5.

⁽³²⁾ DO C 48 de 13.2.1998, p. 2.

⁽³³⁾ DO C 111 de 8.5.2002, p. 3.

3.6. Evaluación de las ayudas para la protección del medio ambiente

La Comisión analiza estas ayudas de acuerdo con las Directrices comunitarias sobre ayudas estatales en favor del Medio Ambiente. Las ayudas siguientes:

Expediente	Año	Empresa	Subvención
17/01	2001	MSP	580 027,42 euros
477/01	2001	Mina La Sierra	5 395,65 euros
607.1/01	2001	Carbones San Isidro y María	8 106,12 euros
17/02	2002	MSP	136 450,88 euros

se refieren a la restitución medioambiental de explotaciones a cielo abierto y en el caso de 607.1/01 a la inversión en un centro de transformación y línea eléctrica.

La Comisión considera, en este estadio, que estas ayudas no parecen compatibles con las directrices comunitarias, dado que el responsable de la contaminación está claramente identificado, y además porque los costes de restauración del cielo abierto o la inversión en nuevos equipos son parte de los costes de producción para los que las empresas ya han recibido ayudas al funcionamiento.

Las ayudas siguientes:

Expediente	Año	Empresa	Subvención
137/01	2001	Alto Bierzo SA	93 825,20 euros
237/01	2001	Antracitas de Arlanza	9 916,70 euros
607.2/01	2001	Carbones San Isidro y María	8 119,04 euros
1147/01	2001	Coto Minero del Sil	60 101,21 euros
2117.1/01	2001	Unión Minera del Norte	55 934,56 euros
2117.2/01	2001	Unión Minera del Norte	136 506,80 euros
27/02	2002	Hullera Vasco Leonesa	292 504,00 euros
137/02	2002	Alto Bierzo SA	15 879,22 euros
1147.1/02	2002	Coto Minero del Sil	68 582,02 euros
1147.2/02	2002	Coto Minero del Sil	47 856,86 euros

corresponden a trabajos de restauración o de seguridad de escombreras, de protección de cauce de los ríos, así como de recuperación de terrenos del exterior de antiguas minas. La Comisión considera que el deterioro medioambiental fue producido a lo largo de muchos años, que no existían normas de restauración o que incluso los responsables no están claramente identificables. La intensidad de estas ayudas no supera el 100 % de los costes subvencionables, y no incluyen el 15 % del importe de las obras. Sin embargo, para que la Comisión pueda dictaminar sobre la compatibilidad con las directrices comunitarias, España debe informar a la Comisión sobre lo siguiente:

- si el 15 % bruto de los costes subvencionables a proyectos de inversión en favor de las PYMES para que cumplan las nuevas normas comunitarias, se aplica como un complemento sobre los porcentajes máximos de ayuda a la inversión que pueden recibir otras empresas (punto 28 de las Directrices),
- si en la definición de los costes subvencionables relativos a las inversiones se prevé hacer el cálculo neto de la ayuda teniendo en cuenta los beneficios obtenidos como resultado de la inversión (punto 37 de las Directrices),

- definir de manera precisa los costes relacionados con la rehabilitación de zonas afectadas por la explotación minera y en particular, si los costes elegibles tienen en cuenta el mayor valor potencial de los terrenos rehabilitados (punto 38 de las Directrices).

En sus comentarios, España deberá tratar de definir de forma más detallada las medidas propuestas por Castilla y León para la mejora del medio ambiente que son objeto de ayudas.

Las ayudas siguientes:

Expediente	Año	Empresa	Subvención
2111.1/01	2001	Unión Minera del Norte	109 569,31 euros
2111.2/01	2001	Unión Minera del Norte	230 183,55 euros
2111.3/01	2001	Unión Minera del Norte	121 656,87 euros
2111.4/01	2001	Unión Minera del Norte	303 840,71 euros
2111.5/01	2001	Unión Minera del Norte	306 940,49 euros
891/02	2002	Campomanes Hermanos	89 232,00 euros
2111.1/02	2002	Unión Minera del Norte	35 526,45 euros
2111.2/02	2002	Unión Minera del Norte	75 452,05 euros
2111.4/02	2002	Unión Minera del Norte	118 602,83 euros
2111.5/02	2002	Unión Minera del Norte	205 304,23 euros
2111.6/02	2002	Unión Minera del Norte	248 210,85 euros
2111.7/02	2002	Unión Minera del Norte	626 746,00 euros
211.1/02	2002	Viloria Hermanos SA	87 880,00 euros
211.2/02	2002	Viloria Hermanos SA	87 880,00 euros

aun cuando han sido notificadas por España como ayudas para cubrir cargas excepcionales de reestructuración [artículo 7 del Reglamento (CE) n° 1407/2002], tienen como fin principal la protección del medio ambiente, ya que su fin es la recuperación de espacios en el exterior de las minas, la demolición de instalaciones fijas del exterior (lavaderos y otras) que contribuyen a mitigar el impacto ambiental de explotaciones de carbón antiguas, para las que la identificación del responsable de la contaminación no está claramente identificado, y además porque en la fecha de ejecución de los trabajos no existían las normas para la restitución de los espacios afectados.

La intensidad de estas ayudas no supera el 100 % de los costes subvencionables y no incluye el 15 % del importe de las obras. Sin embargo, para que la Comisión pueda dictaminar sobre la compatibilidad con las directrices comunitarias España debe informar a la Comisión sobre los mismos temas que figuran en el grupo de ayudas anteriores.

3.7. Evaluación de las ayudas para la formación minera

La Comisión examina estas ayudas con arreglo al Reglamento (CE) n° 68/2001 de la Comisión, de 12 de enero de 2001, relativo a las ayudas a la formación ⁽³⁴⁾.

Las ayudas siguientes:

Expediente	Año	Empresa	Subvención
183/01	2001	Carbones de Arlanza SA	6 436,84 euros
453/01	2001	Mina Adelina SA	4 376,33 euros
473/01	2001	Mina la Sierra SA	6 565,49 euros
1353/01	2001	Minas de Valdeloso SL	7 867,25 euros

⁽³⁴⁾ DO L 10 de 13.1.2001, p. 20.

La intensidad de las ayudas a la formación que ha concedido Castilla y León, que puede alcanzar el 100 %, es superior a los límites admitidos por el Reglamento (CE) nº 68/2001. Por ello, en este estadio, la Comisión considera que estas ayudas pueden ser incompatibles con el mercado común.

3.8. Evaluación de las ayudas para la seguridad minera

No existe legislación comunitaria específica sobre las ayudas estatales para la seguridad minera. Los costes de seguridad son parte integrante de los costes de producción, para los que las empresas del carbón recibieron ayudas al funcionamiento en el marco de la Decisión nº 3632/93/CECA.

Las ayudas siguientes:

Expediente	Año	Empresa	Subvención
182/01	2001	Carbones de Arlanza SA	39 630,74 euros
452/01	2001	Mina Adelina SA	23 991,44 euros
472/01	2001	Mina La Sierra SA	12 020,24 euros
502/01	2001	Minex SA	120 202,42 euros
602.1/01 LE	2001	Carb. San Isidoro y María	30 050,61 euros
602.3/01 PA	2001	Carb. San Isidoro y María	13 044,13 euros
1352/01	2001	Minas de Valdeloso SL	35 520,76 euros
452/02	2002	Mina Adelina SA	16 224,00 euros
502/02	2002	Minex SA	64 835,64 euros
1142/02	2002	Coto Minero del Sil	383 920,19 euros

corresponden a cargas que normalmente deben soportar las empresas para producir. Corresponden a inversiones en equipos y obras mineras que son costes de producción, para los que las empresas han recibido ayudas al funcionamiento del tipo del artículo 3 de la Decisión nº 3632/93/CECA o ayudas a la reducción de actividad del tipo del artículo 4 de la Decisión, que cubren el 100 % de las pérdidas de explotación. La Comisión considera que estas pueden ser incompatibles con el mercado común.

4. DECISIÓN

Habida cuenta de las consideraciones expuestas, la Comisión, en el marco del procedimiento del apartado 2 del artículo 88 del Tratado CE, insta a España para que presente sus observaciones sobre las ayudas que la Comisión considera como incompatibles con el mercado común y facilite toda la información pertinente para la evaluación de la ayuda/medida en un plazo de un mes a partir de la fecha de recepción de la presente. Insta a sus autoridades para que transmitan inmediatamente una copia de la presente carta al beneficiario potencial de la ayuda.

La Comisión desea recordar a España el efecto suspensivo del apartado 3 del artículo 88 del Tratado CE y llama su atención sobre la carta remitida a todos los Estados miembros el 22 de febrero de 1995, en la que se precisa que toda ayuda concedida ilegalmente podrá ser reclamada a su beneficiario. El reembolso se llevará a cabo con arreglo a las disposiciones del derecho nacional, e incluirá los intereses devengados desde la fecha en la que la ayuda haya sido puesta a disposición del/de los beneficiario(s) hasta la de su recuperación efectiva, que se calcularán sobre la base del tipo de referencia utilizado para el cálculo del equivalente de subvención de las ayudas regionales.

ANEXO

INCENTIVOS MINEROS 2000- O. 20.10.2000 OTORGADOS HASTA LA FECHA

Expediente	Empresa	Subvención concedida (ESP)	Objeto del proyecto	Artículo del Tratado CECA
11/00	MSP	95 000 000	Abandono de activos pendientes de amortizar totalmente en los grupos Carrasconte, Mina Río, Marta y otras, derivado de un proceso de reestructuración y racionalización de las explotaciones	Artículo 5
15.1/00	MSP	95 000 000	Gastos de desagüe indispensables para realizar ordenadamente el proceso de abandono y clausura en Carrasconte (Cota 1000, La Miranda y otras)	Artículo 5
17.1/00	MSP	97 000 000	Restituir en lo posible las condiciones medioambientales originales (cierres de bocaminas, desmontaje de instalaciones, restauración de escombreras, etc.) en Cota 1000, Sosas, Lumajo, El Xaral y otras	Artículo 5
21/00	Hullera Vasco Leonesa	43 920 000	Gastos de abandono y cierre del Grupo Socavón derivado de un proceso de racionalización y reestructuración	Artículo 5
25/00	Hullera Vasco Leonesa	46 440 000	Conservación del socavón general para el desagüe del Pozo Ibarra al objeto de que una vez abandonado el Grupo Ciñera sea posible la explotación del resto del yacimiento con plenas garantías de seguridad	Artículo 5
27/00	Hullera Vasco Leonesa	48 000 000	Construcción de escollera y drenaje con el objeto de aumentar las medidas de seguridad de la escombrera reforzando su estabilidad	Artículo 7
41/00	Antracitas La Granja	18 000 000	Abandono de las labores de explotación de la Capa Bernarda en el Grupo Olvido, derivado de un proceso de reestructuración y racionalización de las explotaciones, consistente en la retirada de materiales y equipos y sellado contra fugas de ventilación de los accesos a dichas labores	Artículo 5
131/00	Alto Bierzo SA	20 027 709	Abandono de las labores de explotación en la capa Charcón derivado de un proceso de reestructuración y racionalización de las explotaciones, consistente en recuperación de materiales, tabicado de accesos desde el exterior, así como la conservación de ventilación y segunda salida	Artículo 5
135/00	Alto Bierzo SA	29 815 000	Subvención para gastos de desagüe de mina colindante abandonada para evitar los riesgos en las explotaciones y personal de Alto Bierzo	Artículo 5
171/00	Virgilio Riesco SA	8 600 000	Abandono de labores sobre capa 2-oeste entre las cotas 773-815 derivado de un proceso de racionalización y reestructuración de las explotaciones, consistente en la retirada de materiales y equipos	Artículo 5
182/00	Carbones de Arlanza SA	7 000 000	Proyecto de seguridad consistente en la mejora del circuito de ventilación mediante la recuperación de determinadas labores en los Grupos Solita y El Bravo	Artículo 5
183/00	Carbones de Arlanza SA	1 260 000	Cursos para preparación del personal en las categorías de maquinista de tracción y extracción, así como artilleros	Artículo 5
185/00	Carbones de Arlanza SA	1 340 000	Instalaciones de incremento de la capacidad de desagüe en séptima planta	Artículo 5

Expediente	Empresa	Subvención concedida (ESP)	Objeto del proyecto	Artículo del Tratado CECA
211/00	Viloria Hermanos SA	20 578 600	Cierre de la quinta planta del Grupo Ampliación a primera, derivado de un proceso de racionalización y reestructuración consistente en la retirada de instalaciones fijas y tabicado de accesos exteriores	Artículo 5
217/00	Viloria Hermanos SA	10 421 400	Restauración de labores de antiguas explotaciones en el Campo de la Mora así como el acondicionamiento de la pista de acceso con tierra vegetal	Artículo 7
221/00	Minas de Navaleo SL	7 000 000	Abandono de labores en capa delta en Grupo El Hallazgo, derivado de un proceso de racionalización y reestructuración de las explotaciones consistente en la retirada del sostenimiento e instalaciones fijas, así como el tabicado de accesos desde el exterior y conservación de ventilación y segunda salida.	Artículo 5
225.1/00	Minas de Navaleo SL	51 156 500	Desagüe y recuperación de transformadores abandonados en la explotación colindante de Carbones de San Antonio para evitar los riesgos en el personal e instalaciones de Minas de Navaleo	Artículo 5
225.1/00		7 005 200		
227/00	Minas de Navaleo SL	1 400 000	Restauración de labores de antiguas explotaciones en la localidad de San Andrés de las Puentes en Torre del Bierzo así como el acondicionamiento de las pistas de acceso con tierra vegetal	Artículo 7
231/00	Ant. de Arlanza SL	2 200 000	Cierre del Grupo Moruga derivado de un proceso de reestructuración y racionalización de las explotaciones consistente en la recuperación de materiales y sellado de los accesos a las explotaciones	Artículo 5
261/00	Hijos de Baldomero G ^a	7 660 000	Abandono de labores en capa cuarta, piso primero Escondida derivado de un proceso de racionalización y reestructuración de las explotaciones, contribuyendo asimismo a evitar aguas colgadas, pérdidas de caudales de ventilación, etc. Los trabajos consisten en la retirada del sostenimiento e instalaciones fijas, así como el tabicado de accesos del exterior	Artículo 5
266/00	Hijos de Baldomero G ^a	1 400 000	Ensayo de un nuevo tipo de sostenimiento que permita mantener el hueco deshullado en buenas condiciones de seguridad desde el momento en que se da la roza hasta el posteo definitivo	Artículo 6
267/00	Hijos de Baldomero G ^a	1 100 000	Restauración de labores de antiguas explotaciones próximas a Caboalles de Arriba así como el acondicionamiento de la pista de acceso con tierra vegetal	Artículo 7
321/00	Malaba SA	8 200 000	Abandono de las plantas tercera y cuarta del Pozo Nuevo derivado de un proceso de racionalización y reestructuración de las explotaciones, consistente en la retirada de sostenimiento e instalaciones, tabicado y conservación de ventilación y segunda salida	Artículo 5
401/00	Carbones El Túnel, SL	12 000 000	Abandono de labores en el grupo Cerezal derivado de un proceso de reestructuración consistente en la retirada de equipamientos y materiales	Artículo 5
452/00	Mina Adelina SA	4 204 080	Proyecto de seguridad consistente en la mejora del circuito de ventilación mediante la recuperación de determinadas labores	Artículo 5
453/00	Mina Adelina SA	1 260 000	Curso de formación para las categorías de artilleros, vigilantes en Seguridad Minera y Barrenistas	Artículo 5
472/00	Mina La Sierra SA	1 800 000	Proyecto de seguridad consistente en la mejora del circuito de ventilación mediante la recuperación de determinadas labores	Artículo 5

Expediente	Empresa	Subvención concedida (ESP)	Objeto del proyecto	Artículo del Tratado CECA
473/00	Mina La Sierra SA	1 000 000	Cursos de formación para las categorías de vigilantes, barrenistas y electromecánicos	Artículo 5
477/00	Mina La Sierra SA	1 000 000	Restauración de zonas afectadas por antiguas explotaciones a cielo abierto	Artículo 7
501/00	Minex SA	28 800 000	Abandono de explotaciones en los grupos «Nos Veremos» y «J» derivado de un proceso de racionalización y reestructuración de las explotaciones consistente en realizar los trabajos necesarios para sellar las labores abandonadas	Artículo 5
891.00	Campomanes Hermanos	16 400 000	Abandono de labores en la segunda planta del pozo derivado de un proceso de racionalización y reestructuración de las explotaciones garantizando el mantenimiento y conservación del resto del pozo así como la caldera y sala de bombas	Artículo 5
1023/00	Mina Los Compadres SL	1 000 000	Realización de 5 cursos de formación minera con el fin de mejorar la cualificación técnica y disminuir la accidentalidad	Artículo 5
1027/00	Mina Los Compadres SL	800 000	Recuperación medioambiental de tres zonas de antiguas escombreras de minas de interior	Artículo 7
1141/00	Coto Minero del Sil SA	148 800 000	Abandono de labores en el Grupo Escandal derivado del plan de modernización	Artículo 5
1352/00	Minas de Valdeloso SL	5 140 000	Proyecto de seguridad consistente en la mejora del circuito de ventilación mediante la recuperación de determinadas labores	Artículo 5
1353/00	Minas de Valdeloso SL	1 260 000	Realización de cinco cursos de formación minera con el fin de mejorar la cualificación técnica y disminuir la accidentalidad	Artículo 5
2111.1/00 LE	Unión Minera del Norte	17 328 350	Abandono de labores en Grupos Santa Bárbara y Salgueiro derivado de un proceso de reestructuración consistente en cerramiento de los accesos a las labores y mantenimiento de otras para circuito de ventilación	Artículo 5
2111.2/00 LE	Unión Minera del Norte	43 407 750	Desmantelamiento de la planta de tratamiento y otras instalaciones auxiliares, demolición de edificaciones y recuperación medioambiental de la zona del lavadero de Torre, en el término municipal de Torre del Bierzo, como consecuencia del plan de modernización, reestructuración y racionalización de la empresa	Artículo 5
2111.3/00 LE	Unión Minera del Norte	18 676 400	Abandono de labores en Valdesaguedo derivado de un proceso de reestructuración consistente en cerramiento de los accesos a las labores y mantenimiento de otras para circuito de ventilación	Artículo 5
2111.4/00 LE	Unión Minera del Norte	33 350 600	Desmantelamiento de la planta de tratamiento y otras instalaciones auxiliares, demolición de edificaciones y recuperación medioambiental de la zona del Grupo Goya, en el término municipal de Fabero, como consecuencia del plan de modernización, reestructuración y racionalización de la empresa	Artículo 5
2111.5/00 BZ	Unión Minera del Norte	24 422 100	Desmantelamiento de la planta de tratamiento y otras instalaciones auxiliares, demolición de edificaciones y recuperación medioambiental de la zona del Grupo Río, en el término municipal de Fabero, como consecuencia del plan de modernización, reestructuración y racionalización de la empresa	Artículo 5

Expediente	Empresa	Subvención concedida (ESP)	Objeto del proyecto	Artículo del Tratado CECA
2111.6/00 BZ	Unión Minera del Norte	7 471 050	Desmantelamiento de instalaciones auxiliares, demolición de edificaciones y recuperación medioambiental de la zona del Grupo Peñarrosas, en el término municipal de Fabero, como consecuencia del plan de modernización, reestructuración y racionalización de la empresa	Artículo 5
2111.7/00 BZ	Unión Minera del Norte	6 314 800	Desmantelamiento de la planta de tratamiento y otras instalaciones auxiliares, demolición de edificaciones y recuperación medioambiental de la zona del Grupo Matarrosas, en el término municipal de Matarrosa del Sil, como consecuencia del plan de modernización, reestructuración y racionalización de la empresa	Artículo 5
2111.8/00 PA	Unión Minera del Norte	25 492 950	Abandono del piso 238 de Antracitas de Velilla derivado de un proceso de reestructuración consistente en cerramiento de los accesos a las labores y mantenimiento de otras para circuito de ventilación	Artículo 5
2115/00 BZ 2115.1/00 BZ	Unión Minera del Norte	84 949 930 28 594 364	Subvención de los gastos derivados del desagüe en el grupo Valdeguiza como consecuencia de que la seguridad de este grupo se veía afectada por el cierre de la mina colindante que explotaba Antracitas de Marrón, acogida a la reordenación minera	Artículo 5
2117.2/00 PA	Unión Minera del Norte	4 243 896	Restauración de la escombrera antigua de estériles de mina una vez cerrada la explotación como consecuencia del plan de reestructuración. Se trata de integrar en el entorno los terrenos de la escombrera, recuperando la zona degradada	Artículo 7
2117.3/00 PA	Unión Minera del Norte	3 267 637	Acondicionamiento de escombreras antiguas de estériles de mina en los Grupos Aviñate y Montegrande una vez cerrada la explotación como consecuencia del plan de reestructuración. Se trata de integrar en el entorno los terrenos de la escombrera, recuperando la zona degradada	Artículo 7

INCENTIVOS MINEROS 2001- O. 20.10.2000 OTORGADOS HASTA LA FECHA

Expediente	Empresa	Subvención concedida (euros)	Objeto del proyecto	Artículo del Tratado CECA
11/01	MSP	570 371,43	Abandono de activos pendientes de amortizar totalmente en los grupos Villablino Este y Oeste, derivado de un proceso de reestructuración y racionalización de las explotaciones	Artículo 5
15/01	MSP	600 656,66	Gastos de desagüe indispensables para realizar ordenadamente el proceso de abandono y clausura en Grupo Villablino Este y Oeste	Artículo 5
17/01	MSP	580 027,42	Restituir en lo posible las condiciones medioambientales originales en el Sector Feixolin	Artículo 7
41/01	Antracitas La Granja	113 591,29	Abandono de las labores de explotación del sector oeste del Pozo Albares, Valdecaliente y Esperanza en el Grupo Olvido y las labores del piso 0 en el Grupo Alicia y otras, derivado de un proceso de reestructuración y racionalización de las explotaciones, consistente en la retirada de materiales y equipos y sellado contra fugas de ventilación de los accesos a dichas labores	Artículo 5

Expediente	Empresa	Subvención concedida (euros)	Objeto del proyecto	Artículo del Tratado CECA
135/01	Alto Bierzo SA	360 607,26	Subvención para gastos de desagüe de mina colindante abandonada para evitar los riesgos en las explotaciones y personal de Alto Bierzo	Artículo 5
137/01	Alto Bierzo SA	93 825,20	Restauración escombrera antigua Los Casares mediante la realización de cunetas perimétricas, cubrimiento con tierras vegetales e hidrosiembra al objeto de disminuir el deterioro existente	Artículo 7
171/01	Virgilio Riesco SA	54 271,39	Abandono de labores sobre la capa cuarta del Grupo BOISAN derivado de un proceso de racionalización y reestructuración de las explotaciones, consistente en la retirada de materiales y equipos	Artículo 5
182/01	Carbones de Arlanza SA	39 630,74	Proyecto de seguridad consistente en la mejora del circuito de ventilación mediante la recuperación de determinadas labores en los Grupos Solita y El Bravo	Artículo 5
183/01	Carbones de Arlanza SA	6 436,84	Cursos para preparación del personal en las categorías de maquinista de tracción y extracción, así como artilleros	Artículo 5
186/01	Carbones de Arlanza SA	14 514,44	Optimización del aprovechamiento de reservas y recursos mineros mejorando la planificación de la explotación en la zona compensada entre los grupos Solita y el Bravo	Artículo 6
211.1/01	Viloria Hermanos SA	68 575,48	Cierre de la capa sexta, cota 1134 del Grupo Ampliación a Primera, derivado de un proceso de racionalización y reestructuración consistente en la retirada de instalaciones fijas y tabicado de accesos exteriores	Artículo 5
211.2/01	Viloria Hermanos SA	123 748,39	Cierre de varias capas en la planta quinta del Grupo Ampliación a Primera, derivado de un proceso de racionalización y reestructuración consistente en la retirada de instalaciones fijas y tabicado de accesos exteriores	Artículo 7
221/01	Minas de Navaleo SL	53 009,27	Abandono de labores en transversal y pozo ascendente de la capa Chuchu, derivado de un proceso de racionalización y reestructuración de las explotaciones consistente en la retirada del sostenimiento e instalaciones fijas, así como el tabicado de accesos desde el exterior y conservación de ventilación y segunda salida	Artículo 5
225/01	Minas de Navaleo SL	125 443,25	Desagüe y recuperación de transformadores abandonados en la explotación colindante de Carbones de San Antonio para evitar los riesgos en el personal e instalaciones de Minas de Navaleo	Artículo 5
237/01	Ant. de Arlanza SL	9 916,70	Restitución de terrenos ocupados por antiguas escombreras	Artículo 7
261/01	Hijos de Baldomero G ^a	100 970,03	Abandono de labores en la capa cuarta, piso tercero de la Mina Escondida derivado de un proceso de racionalización y reestructuración de las explotaciones, contribuyendo asimismo a evitar aguas colgadas, pérdidas de caudales de ventilación, etc. Los trabajos consisten en la retirada del sostenimiento e instalaciones fijas, así como el tabicado de accesos del exterior	Artículo 5
321/01	Malaba SA	51 747,14	Abandono de las plantas primera y segunda del Pozo Nuevo, con lo que se abandona totalmente el Pozo Nuevo, derivado de un proceso de racionalización y reestructuración de las explotaciones, consistente en la retirada de sostenimiento e instalaciones, tabicado y conservación de ventilación y segunda salida	Artículo 5

Expediente	Empresa	Subvención concedida (euros)	Objeto del proyecto	Artículo del Tratado CECA
401/01	Carbones El Túnel SL	25 242,51	Abandono de labores en Capas Constancia y 16 en los grupos Cerezal y Nos Veremos, respectivamente, derivado de un proceso de reestructuración consistente en la retirada de equipamientos y materiales	Artículo 5
452/01	Mina Adelina SA	23 991,44	Proyecto de seguridad consistente en la mejora del circuito de ventilación mediante la recuperación de determinadas labores	Artículo 5
453/01	Mina Adelina SA	4 376,33	Curso de formación para las categorías de maquinista de tracción y extracción	Artículo 5
455/01	Mina Adelina SA	18 030,36	Subvención de los gastos de desagüe (energía, alquiler de bombas, levantamiento y estaja galería décima planta y labores de conservación del circuito de desagüe) para evacuar las aguas que se reciben de las explotaciones abandonadas	Artículo 5
472/01	Mina La Sierra SA	12 020,24	Proyecto de seguridad consistente en la mejora del circuito de ventilación mediante la recuperación de determinadas labores	Artículo 5
473/01	Mina La Sierra SA	6 565,49	Cursos de formación para las categorías de vigilantes, barrenistas y electromecánicos	Artículo 5
477/01	Mina La Sierra SA	5 395,65	Restauración de zonas afectadas por antiguas explotaciones a cielo abierto	Artículo 7
501/01	Minex SA	61 543,64	Abandono de explotaciones en varias labores del pozo Ángel, entre las plantas segunda y octava y transversal segunda planta del pozo nº 2 derivado de un proceso de racionalización y reestructuración de las explotaciones consistente en realizar los trabajos necesarios para sellar las labores abandonadas	Artículo 5
502/01	Minex SA	120 202,42	Proyecto de seguridad encaminado a mejorar la seguridad en las instalaciones por encima del nivel mínimo exigido, consistente en construcción de galería en estéril en el Valle Zaban, cota-850	Artículo 5
602.1/01-LE	Carb. San Isidro y María	30 050,61	Proyecto consistente en la mejora de la seguridad mediante la estaja y reconstrucción del transversal de Besande en la Mina América	Artículo 5
602.3/01-PA	Carb. San Isidro y María	13 044,13	Proyecto consistente en la implantación de mejoras en la ventilación de sus instalaciones de Guardo-Velilla de Río Carrión	Artículo 5
607.1/01-LE	Carb. San Isidro y María	8 106,12	Proyecto de instalación de un centro de transformación y mejora de la línea eléctrica eliminando el grupo eléctrico actual de las instalaciones de exterior en Caminando	Artículo 7
607.2/01-LE	Carb. San Isidro y María	8 119,04	Proyecto de mejora del medio ambiente mediante la restauración de escombreras en Caminayo y Valle Ascar	Artículo 7
895/01	Campomanes Hermanos	103 494,28	Abandonada la segunda planta del pozo principal «M ^{ra} Luisa» y al objeto de garantizar el correcto desarrollo de la mina, es necesario conservar las instalaciones por debajo, primera planta, realizando labores de conservación del pozo y caldera que garanticen el desagüe	Artículo 5
1145/01	Coto Minero del Sil SA	300 506,05	Proyecto de desagüe consistente en la conservación de cuatro galerías que servirán de colectores de aguas procedentes de antiguas explotaciones colindantes, las cuales se evacuan posteriormente al exterior mediante un apropiado desagüe por bombeo evitando que se introduzcan en los nuevos campos de explotación	Artículo 5

Expediente	Empresa	Subvención concedida (euros)	Objeto del proyecto	Artículo del Tratado CECA
1147/01	Coto Minero del Sil SA	60 101,21	Proyecto medioambiental consistente en la realización de trabajos encaminados a demoler los edificios que queden sin uso en la plaza del sector Azores, a su limpieza y restauración para garantizar la seguridad de las personas y armonizar el lugar con el entorno natural que lo rodea	Artículo 7
1352/01	Minas de Valdeloso SL	32 520,76	Proyecto de seguridad consistente en la mejora del circuito de ventilación mediante la recuperación de determinadas labores	Artículo 5
1353/01	Minas de Valdeloso SL	7 867,25	Realización de tres cursos de formación minera con el fin de mejorar la cualificación técnica y disminuir la accidentalidad	Artículo 5
2111.1/01 LE	Unión Minera del Norte	109 569,31	Abandono de labores en el Grupo La Silva derivado de un proceso de reestructuración tendente a arbitrar medidas que garanticen la seguridad de las personas tabicando labores, desmantelando instalaciones y edificios y restaurando las zonas circundantes	Artículo 5
2111.2/01 LE	Unión Minera del Norte	230 183,55	Proyecto de demolición del Lavadero de Torre y recuperación del área afectada derivado de un proceso de racionalización y reestructuración consistente en la demolición de instalaciones y restauración de la zona para su integración en el entorno, eliminando el riesgo potencial	Artículo 5
2111.3/01 BZ	Unión Minera del Norte	121 656,87	Abandono de labores en el Grupo Valdesaguedo derivado de un proceso de reestructuración consistente en la demolición y desmantelamiento de todas las instalaciones de exterior y restauración de la zona para su integración en el paisaje y eliminación de riesgos	Artículo 5
2111.4/01 PA	Unión Minera del Norte	303 840,71	Proyecto de desagüe y abandono de labores en Piso las Cuevas como consecuencia de un proceso de reestructuración consistente en la recuperación de materiales, drenaje y sellado de bocaminas, demolición de instalaciones de exterior para su integración en el paisaje y eliminación de riesgos	Artículo 5
2117.1/01 PA	Unión Minera del Norte	55 934,56	Proyecto medioambiental consistente en el movimiento de estériles, acondicionamiento y demolición de instalaciones de exterior del grupo Valurcia	Artículo 7
2117.2/01 PA	Unión Minera del Norte	136 506,80	Proyecto medioambiental consistente en movimiento de estériles y acondicionamiento como consecuencia del abandono definitivo del grupo Pedrito II	Artículo 7
2111.5/01 PA	Unión Minera del Norte	306 940,49	Abandono de labores en el Grupo Montebismo derivado de un proceso de reestructuración consistente en la demolición y desmantelamiento de todas las instalaciones de exterior y restauración de la zona para su integración en el paisaje y eliminación de riesgos	Artículo 5
2115.1/01 LE	Unión Minera del Norte	207 678,53	Proyecto de mantenimiento del transversal Morana para garantizar el desagüe de las aguas procedentes del abandono de explotaciones sobre capa 3 del Grupo Salgueiro y evitar la introducción del agua en el nuevo Pozo Salgueiro	Artículo 5
2115.2/01 BZ	Unión Minera del Norte	486 567,38	Proyecto consistente en la evacuación de aguas residuales procedentes de explotaciones colindantes en el Grupo Valdeguiza	Artículo 5

INCENTIVOS MINEROS 2002- O. 19.12.2000 OTORGADOS HASTA LA FECHA

Expediente	Empresa	Subvención concedida (euros)	Objeto del proyecto	Artículo del Tratado CECA
11/02	MSP	1 430 308,00	Abandono de labores pendientes de amortizar totalmente en los grupos de Villaseca, Sosas, María, Brañas y lavadero de Ponferrada, derivado del plan de modernización, reestructuración y racionalización de la empresa para el período 1998-2005. Se llevarán a cabo los trabajos de acondicionamiento de exteriores y desmontaje y traslado de instalaciones	Artículo 5
15/02	MSP	13 728,32	Subvención de gastos de desagüe de las explotaciones antiguas, y así evitar que imposibiliten las explotaciones actuales. Son cargas heredadas del pasado derivadas del proceso de reestructuración que dio lugar al cierre de las minas de montaña de este grupo	Artículo 5
17/02	MSP	136 450,88	Restauración de cielos abiertos agotados y acondicionamiento de pistas a diversas explotaciones al objeto de disminuir el impacto que la formación de polvo y la contaminación de aguas de escorrentía producen en el entorno	Artículo 7
27/02	Hullera Vasco Leonesa	292 504,00	Construcción de escollera y drenaje con el objeto de aumentar las medidas de seguridad de la escombrera reforzando su estabilidad, seguridad e integración en el entorno con el fin de evitar procesos erosivos y contaminación ambiental	Artículo 7
135/02	Alto Bierzo SA	103 975,09	Subvención para gastos de energía eléctrica para el desagüe en mina colindante abandonada (MILE) para evitar los riesgos en las explotaciones y personal de Alto Bierzo	Artículo 5
136/02	Alto Bierzo SA	133 829,29	Proyecto de I+D consistente en la investigación del comportamiento del paquete Llamazares para optimizar los métodos de explotación y conseguir un mejor aprovechamiento de las reservas. Se subvencionará los costes de personal asignados al ensayo	Artículo 6
137/02	Alto Bierzo SA	15 879,22	Restauración plaza Pozo Ladil y escombrera antigua de mina de interior mediante la realización de cunetas perimétricas, cubrimiento con tierras vegetales e hidro-siembra al objeto de disminuir el deterioro existente	Artículo 7
171/02	Virgilio Riesco SA	54 080,00	Abandono de labores en capa sexta entre las cotas 704 y 809 derivadas de un proceso de racionalización y reestructuración de las explotaciones, consistente en realizar los trabajos necesarios para retirar el sostenimiento, sellar las labores abandonadas y evitar el acceso a las minas	Artículo 5
211.1/02	Viloria Hermanos SA	87 880,00	Abandono de labores por cierre del Pozo Sur, capa 6, cota 1134 del Grupo Casilda, derivado de un proceso de racionalización y reestructuración de las explotaciones, consistente en la retirada de instalaciones fijas y tabicado de accesos exteriores	Artículo 5
211.2/02	Viloria Hermanos SA	87 880,00	Cierre de la sexta planta del Grupo Ampliación a primera, derivado de un proceso de racionalización y reestructuración consistente en la retirada de instalaciones fijas y tabicado de accesos exteriores	Artículo 5
221/02	Minas de Navaleo SL	44 616,00	Abandono de labores en capa A en Grupo El Hallazgo, derivado de un proceso de racionalización y reestructuración de las explotaciones consistente en la retirada del sostenimiento e instalaciones fijas, así como el tabicado de accesos desde el exterior	Artículo 5

Expediente	Empresa	Subvención concedida (euros)	Objeto del proyecto	Artículo del Tratado CECA
225/02	Minas de Navaleo SL	132 000,00	Subvención de los gastos de energía eléctrica para el desagüe en mina colindante abandonada (Carbones San Antonio) para evitar los riesgos en las explotaciones y personal de Minas Navaleo	Artículo 5
321/02	Malaba SA	50 024,00	Abandono de labores en la planta cuarta derivado de un proceso de racionalización y reestructuración de las explotaciones, contribuyendo asimismo a evitar aguas colgadas, pérdidas de caudales de ventilación, etc. Los trabajos consisten en la retirada del sostenimiento e instalaciones fijas, así como el tabicado de accesos del exterior	Artículo 5
401/02	Carbones El Túnel SL	66 248,00	Abandono de labores en la capa 14 derivado de un proceso de racionalización y reestructuración de las explotaciones, consistente en la realización de los trabajos necesarios para el sellado de las labores evitando el acceso a las mismas una vez abandonadas	Artículo 5
452/02	Mina Adelina SA	16 224,00	Proyecto de seguridad consistente en la mejora del circuito de ventilación mediante la recuperación de determinadas labores	Artículo 5
455/02	Mina Adelina SA	16.224,00	Subvención de gastos de energía eléctrica para el desagüe en la planta décima del Grupo Elena-Regina de las aguas que se reciben de las explotaciones colindantes abandonadas	Artículo 5
501/02	Minex SA	106 868,36	Abandono de labores en el pozo Ángel derivado de un proceso de racionalización y reestructuración consistente en realizar los trabajos necesarios para sellar las labores abandonadas, evitando los peligros que conlleva el acceso a las mismas	Artículo 5
502/01	Minex SA	64 835,64	Proyecto de seguridad minera encaminado a mejorar la seguridad en las instalaciones por encima del nivel mínimo exigido consistente en la continuación de galería en estéril iniciada el año anterior	Artículo 5
891/02	Campomanes Hermanos	89 232,00	Abandono de labores en el Grupo Campomanes derivado de un proceso de racionalización y reestructuración consistente en eliminación de riesgos y recuperación medioambiental del área afectada (bocaminas, subestaciones eléctricas, balsas, edificios en ruina, contaminación de aguas, etc.)	Artículo 5
1141.2/02	Coto Minero del Sil SA	257 694,52	Abandono de labores en el Grupo Escandal como consecuencia del proceso de reestructuración a que está sometida la empresa. Los objetivos específicos del proyecto se centran en la eliminación de riesgos existentes y en la recuperación ambiental del área afectada por las instalaciones del grupo	Artículo 5
1142.2/02	Coto Minero del Sil SA	383 920,19	Proyecto de seguridad tendente a conseguir una seguridad en las instalaciones mineras por encima del nivel mínimo exigido en la normativa consistente en el acondicionamiento de una serie de pistas de transporte interno desde los grupos a las instalaciones centrales con lo que se espera incrementar notablemente el nivel de seguridad y conseguir al mismo tiempo una mejora medioambiental	Artículo 5
1147.1/02	Coto Minero del Sil SA	68 582,02	Proyecto de construcción de escollera en la margen occidental del Río Sil para eliminar riesgos de invasión de escombros que podrían afectar a la seguridad del pueblo de Santa Cruz del Sil, dada su proximidad	Artículo 7

Expediente	Empresa	Subvención concedida (euros)	Objeto del proyecto	Artículo del Tratado CECA
1147.2/02	Coto Minero del Sil SA	47 856,86	Proyecto de construcción de dos escolleras en las márgenes del arroyo Coranchina, de 50 m. de longitud cada una en las inmediaciones de la desembocadura al Río Sil, para eliminar riesgos de invasión de escombros	Artículo 7
2111.1/02	Unión Minera del Norte	35 526,45	Abandono de labores y recuperación ambiental del Grupo Maurín, derivado de un proceso de racionalización y reestructuración de las explotaciones, consistente en cierre de bocaminas, desmantelamiento de centro de transformación y líneas eléctricas, demolición de edificios y restauración ambiental de la zona afectada	Artículo 5
2111.2/02	Unión Minera del Norte	75 452,05	Demolición del lavadero del Grupo Sorbeda, derivado de un proceso de racionalización y reestructuración de las explotaciones, al objeto de eliminar los riesgos existentes por dichas instalaciones y obteniendo al mismo tiempo una recuperación ambiental del área afectada	Artículo 5
2111.4/02	Unión Minera del Norte	118 602,83	Abandono de labores en el grupo minero Santibañez derivado de un proceso de racionalización y reestructuración de las explotaciones, al objeto de eliminar los riesgos existentes para personas y animales y recuperar el área afectada mediante el cierre de bocaminas, desmontaje de instalaciones, demolición de edificios, restitución topográfica, abonado y siembra	Artículo 5
2111.5/02	Unión Minera del Norte	205 304,23	Abandono de labores en el Sector Torre del Grupo Salgueiro derivado de un proceso de racionalización y reestructuración de las explotaciones, al objeto de eliminar los riesgos existentes para personas y animales y recuperar el área afectada mediante el cierre de bocaminas, desmontaje de instalaciones, demolición de edificios, restitución topográfica, abonado y siembra	Artículo 5
2111.6/02	Unión Minera del Norte	248 210,85	Abandono de labores en el Grupo minero Calero, Sector Guardo-Barruelo derivado de un proceso de racionalización y reestructuración de las explotaciones, al objeto de eliminar los riesgos existentes para personas y animales y recuperar el área afectada mediante el cierre de bocaminas, desmontaje de instalaciones, demolición de edificios, restitución topográfica, abonado y siembra	Artículo 5
2111.7/02	Unión Minera del Norte	626 746,00	Abandono definitivo de labores en Valdelabárcena y Majadillo, del sector Grupo Barruelo, derivado de un proceso de racionalización y reestructuración de las explotaciones»	

AIDES D'ÉTAT — FRANCE

Aide C 23/03 (ex NN 113/02) — Construction navale — Application abusive de l'aide au développement en faveur des paquebots R3 et R4**Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE**

(2003/C 105/03)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Par lettre du 2 avril 2003, reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié à la France sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité CE en raison de soupçons d'application abusive d'une aide d'État accordée sous la forme d'une aide au développement en faveur de la construction navale.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations sur la mesure à l'égard de laquelle la Commission ouvre la procédure, dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Greffes des aides d'État
B-1049 Bruxelles
[télécopieur: (32-2) 296 12 42].

Ces observations seront communiquées à la France. L'identité des parties intéressées ayant présenté des observations peut rester confidentielle sur demande écrite et motivée.

RÉSUMÉ

En 1999, la Commission a autorisé⁽¹⁾ une aide au développement pour la construction de deux paquebots, R3 et R4, livrés en mai et en septembre 1999 et construits par les Chantiers de l'Atlantique, un chantier naval situé en France. La Commission a autorisé cette aide à la condition que les paquebots soient exploités exclusivement en Polynésie française pendant au moins cinq ans.

Les propriétaires des paquebots R3 et R4 sont des investisseurs privés français. Ils ont bénéficié d'un allègement fiscal considérable sur la base de leur investissement dans les paquebots, conformément à un régime d'aides fiscales⁽²⁾ en faveur des investissements dans les départements et territoires français, la «loi Pons». Dans la décision de la Commission autorisant initialement l'aide, l'élément d'aide a été estimé à 41,6 % de la valeur des paquebots.

Dans le cadre du système de la «loi Pons», les propriétaires des R3 et R4 se sont engagés à louer les paquebots à un prix intéressant pour cinq ans à Renaissance Financial et à les lui vendre à un prix inférieur au prix du marché à l'expiration de cette période.

Renaissance Financial a fait faillite en septembre 2001. En accord avec les propriétaires (les investisseurs privés français),

(1) JO L 292 du 13.11.1999, p. 23.

(2) La loi du 11 juillet 1986 modifiée, relative aux investissements productifs dans les départements et territoires d'outre-mer.

l'accord entre Renaissance Financial et les paquebots a été résilié à la fin de 2001.

Les propriétaires des paquebots ont choisi P&O Princess Cruises (ci-après dénommée «P&O») comme nouvel opérateur. Il s'ensuit que P&O louera les paquebots pendant trois ans avant de les acheter.

Le paquebot R3 a été rebaptisé *Pacific Princess*. Il sera basé à Sydney pendant la saison d'hiver et à San Francisco en été. Le paquebot R4 a été rebaptisé *Tahitian Princess* et sera basé à Tahiti, en Polynésie française. Il effectuera certains voyages vers des îles qui ne font pas partie de la Polynésie française.

Bien que ces nouveaux arrangements prévoient l'utilisation des paquebots en dehors de la Polynésie française, contrairement à la condition imposée par la décision initiale de la Commission, les autorités fiscales françaises ont autorisé cette solution.

En vertu de l'article 4, paragraphe 7, de la directive 90/684/CEE concernant les aides à la construction navale⁽³⁾, les aides octroyées comme aides au développement à un pays en voie de développement peuvent être autorisées notamment si la composante «développement» de l'aide envisagée est garantie. Afin de garantir cette composante «développement», la Commission a donc déclaré que les paquebots devaient être exploités exclusivement en Polynésie française pendant au moins cinq ans.

(3) JO L 380 du 31.12.1990, p. 27.

La Commission note que l'un des paquebots est maintenant exploité en permanence en dehors de la Polynésie française et que l'autre fait également escale dans des zones qui n'en font pas partie. Il apparaît donc que la condition à laquelle était subordonnée l'autorisation de l'aide au développement n'est plus remplie. Les autorités françaises n'ont pas notifié formellement à la Commission leur intention d'autoriser le changement de zone géographique d'exploitation des paquebots.

En vertu de l'article 16 du règlement (CE) n° 659/1999 du Conseil portant modalités d'application de l'article 87 du traité CE ⁽⁴⁾, la Commission peut, en cas d'application présumée abusive d'une aide, ouvrir la procédure formelle d'examen.

Comme il apparaît que les deux paquebots sont utilisés au moins partiellement en dehors de la Polynésie française, la Commission doute que la condition énoncée dans sa décision de 1999 soit remplie et soupçonne donc une application abusive de l'aide d'État.

TEXTE DE LA LETTRE

«La Commission souhaite informer la France que, après avoir examiné les informations fournies par vos autorités au sujet de l'aide mentionnée ci-dessus, elle a décidé d'ouvrir la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité CE, en raison de soupçons d'utilisation abusive d'une aide d'État accordée sous la forme d'une aide au développement à la construction navale.

I. Procédure

1. La Commission a autorisé en 1999 ⁽⁵⁾ une aide au développement pour la construction de deux paquebots, R3 et R4. Cette aide était autorisée à la condition que les paquebots soient exploités uniquement en Polynésie française pendant cinq années au moins.

2. La France, par télécopie du 4 juillet 2002, a demandé à la Commission s'il n'était pas possible de modifier cette condition d'utilisation uniquement en Polynésie française. Elle a ensuite fourni des éclaircissements sur un certain nombre de points techniques au cours d'une réunion du 9 juillet 2002 et par télécopie du 17 juillet 2002.

3. Dans une lettre à la France du 26 juillet 2002, les services de la Commission ont indiqué qu'ils doutaient que, en cas de notification formelle, la requête française puisse être considérée comme compatible.

4. Par lettre du 3 octobre 2002, la France a informé la Commission que les autorités françaises avaient accepté la solution prévoyant que les deux paquebots seraient autorisés à opérer, dans une certaine mesure, en dehors de la Polynésie française.

5. Par lettre du 18 octobre 2002, la Commission a informé la France qu'un cas d'aide non notifiée avait été enregistré dans ce dossier, et que, en cas d'application abusive d'une aide d'État, la Commission pourrait devoir ouvrir une procédure formelle d'examen.

⁽⁴⁾ JO L 83 du 27.3.1999, p. 1.

⁽⁵⁾ JO L 292 du 13.11.1999, p. 23.

II. Description détaillée de la mesure

6. Les deux paquebots quasi identiques R3 et R4, livrés respectivement en mai et en septembre 1999, ont été construits par les Chantiers de l'Atlantique, situés en France. Ils étaient éligibles à une aide au développement française, étant donné qu'ils devaient soutenir le tourisme en Polynésie française, territoire pouvant bénéficier d'aides au développement.

7. Les propriétaires des paquebots R3 et R4 sont des investisseurs privés français. Ils ont bénéficié d'une réduction d'impôt considérable sur la base de leur investissement dans les paquebots, conformément à un régime d'aides fiscales ⁽⁶⁾ en faveur des investissements dans les départements et territoires français, la «loi Pons». Dans la décision de la Commission autorisant initialement l'aide, l'élément d'aide était estimé à 41,6 % de la valeur des paquebots. L'investissement total dans les deux paquebots s'élevait à [...] ^(*) millions d'euros, ce qui implique que l'élément d'aide était approximativement de [...] ^(*) millions d'euros.

8. Dans le cadre du système de la loi Pons les propriétaires de R3 et R4 se sont engagés à louer les paquebots à un prix intéressant pour cinq ans à Renaissance Financial, et à les lui vendre à un prix inférieur au prix du marché à l'expiration de ces cinq ans.

9. L'aide à l'opérateur devait donc être octroyée par l'intermédiaire des propriétaires, à la fois sur une base annuelle et sous la forme d'un gain unique à la fin de la période de cinq ans. La condition fixée dans la décision de la Commission était que les paquebots soient utilisés uniquement en Polynésie française pendant au moins cinq ans. Cette condition relative à l'utilisation des paquebots expire respectivement en mai et en septembre 2004.

10. Renaissance Financial a fait faillite en septembre 2001. En accord avec les propriétaires (les investisseurs privés français), il a été mis fin à l'accord entre Renaissance Financial et les propriétaires des paquebots à la fin de 2001.

11. Les propriétaires des paquebots devaient donc trouver un nouvel opérateur pour ceux-ci. La France déclare que finalement, seule P&O Princess Cruises (dénommée ci-après «P&O») a présenté une offre sérieuse pour les deux paquebots. Par conséquent, en août 2002, les propriétaires ont signé un accord avec P&O, par lequel celle-ci s'engage à louer les paquebots pendant trois ans et ensuite à les racheter.

12. Le paquebot R3 a été rebaptisé *Pacific Princess*; il sera utilisé dans tout l'océan Pacifique. Pendant la saison d'hiver, il sera basé à Sidney (les premières croisières ont commencé le 18 novembre 2002), et il effectuera des croisières vers la Nouvelle-Calédonie et Vanuatu (qui ne font pas partie ni l'une ni l'autre de la Polynésie française). Le port d'embarquement sera le port de Sydney. Entre mai et septembre, le paquebot sera basé à San Francisco pour des croisières vers l'Alaska.

⁽⁶⁾ La loi du 11 juillet 1986 modifiée, relative aux investissements productifs dans les départements et territoires d'outre-mer.

^(*) Des parties de ce texte ont été omises afin de garantir qu'aucune information confidentielle ne soit communiquée. Ces parties sont indiquées par des points de suspension entre crochets, suivis d'un astérisque.

13. Le paquebot R4 a été rebaptisé *Tahitian Princess*, et il sera basé à Tahiti, en Polynésie française. Il effectuera la majorité de ses croisières vers les îles de Polynésie française, mais il fera également escale dans les îles Cook et Samoa (qui ne font partie ni l'une ni l'autre de la Polynésie française).

14. Ces nouveaux arrangements prévoyaient donc que les paquebots seraient utilisés en dehors de la Polynésie française, ce qui est contraire à la condition imposée dans la décision initiale de la Commission, mais les autorités fiscales françaises ont néanmoins autorisé cette solution, en décidant que ces nouvelles dispositions permettaient de maintenir l'agrément initialement donné par le ministère des finances au titre de l'application de la loi Pons. Selon la France, ensemble, les deux paquebots effectueront un minimum de 75 % de leurs escales dans des zones pouvant bénéficier d'une aide au développement, dont 59 % en Polynésie française.

III. Appréciation

15. En vertu de l'article 87, paragraphe 1, du traité CE, les aides accordées au moyen de ressources d'État à certaines entreprises déterminées sont incompatibles avec le marché commun si elles faussent ou menacent de fausser la concurrence dans la mesure où elles affectent les échanges entre États membres. Les mesures relevant du champ d'application de l'article 87, paragraphe 1, du traité CE qui ne constituent pas une aide existante sont généralement incompatibles avec le marché commun, sauf si elles entrent dans le champ d'application de la dérogation prévue à l'article 87, paragraphe 2, ou à l'article 87, paragraphe 3, du traité CE.

16. Concernant l'article 87, paragraphe 3, du traité CE, le Conseil a adopté le 21 décembre 1990 la directive 90/684/CEE concernant les aides à la construction navale (7), conformément à laquelle la présente aide a été initialement notifiée et autorisée. En vertu de l'article 4, paragraphe 7, de cette directive, les aides octroyées comme aides au développement à un pays en voie de développement ne sont pas soumises au plafond applicable aux aides au fonctionnement. Pour apprécier la compatibilité de l'aide au développement avec le marché commun, la Commission:

- vérifiera que l'aide proposée entre dans le champ d'application de l'accord du groupe de travail n° 6 de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) concernant l'interprétation des articles 6, 7 et 8 de l'arrangement sur les crédits à l'exportation de navires,
- vérifiera la composante particulière «développement» de l'aide envisagée, et
- s'assurera que l'offre d'aide au développement est ouverte aux offres de différents chantiers.

17. La Commission a donc vérifié la composante particulière «développement» de l'aide. Dans sa décision de 1999 autorisant l'aide, elle a estimé ce qui suit:

«Il est évident que si les paquebots ne sont pas exploités en Polynésie française, ils ne produiront aucun développement économique dans ce territoire. Par conséquent, il est essentiel que l'aide soit liée à la condition que ces navires soient mis en service en Polynésie française. La

France s'est engagée à ce qu'ils soient exploités exclusivement dans ce territoire pendant au moins cinq ans. La Commission a décidé de subordonner l'approbation de l'aide à cette condition, afin que le contenu «développement» du projet ne soit pas remis en question.»

18. La Commission note que la condition énoncée dans la décision de 1999 était donc très claire et sans équivoque en ce qui concerne l'exploitation exclusive des paquebots en Polynésie française pendant au moins cinq ans après leur livraison.

19. De plus, la Commission relève que les investisseurs privés qui ont bénéficié des avantages fiscaux sont toujours les propriétaires des navires, alors que l'exploitation des paquebots est passée de Renaissance Financial à P&O. Elle note, en outre, que l'un des paquebots, le *Pacific Princess*, ex R3, est maintenant exploité en permanence en dehors de la Polynésie française. L'autre paquebot, le *Tahitian Princess*, ex R4, est basé à Tahiti, Polynésie française, et effectuera en principe des croisières dans la région de la Polynésie française, mais il fera également escale dans d'autres zones n'en faisant pas partie.

20. Par conséquent, il apparaît que la condition à laquelle était subordonnée l'autorisation de l'aide n'est plus remplie. Les autorités françaises n'ont pas notifié formellement à la Commission leur intention d'autoriser le changement de zones géographiques d'exploitation des paquebots, c'est-à-dire de modifier l'aide initialement autorisée par la décision de la Commission de 1999. En fait, elles ont mis en œuvre ces modifications sans aucun accord de la Commission (et en dépit des doutes émis par ses services).

21. En vertu de l'article 16 du règlement (CE) n° 659/1999 du Conseil portant modalités d'application de l'article 88 du traité CE (8), la Commission peut, en cas d'application abusive d'une aide, ouvrir la procédure formelle d'examen. La Commission a informé la France de cette possibilité dans sa lettre du 18 octobre 2002, mais la France n'a pas réagi.

22. Compte tenu des conditions claires imposées par la Commission dans sa décision autorisant initialement l'aide, et du fait qu'il apparaît que les deux paquebots sont au moins partiellement utilisés en dehors de la Polynésie française, la Commission considère que la condition énoncée dans sa décision de 1999 n'est plus respectée et soupçonne donc qu'il y a application abusive d'une aide d'État.

IV. Conclusion

23. À la lumière de ce qui précède, la Commission, agissant dans le cadre de la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité CE, invite la France à lui présenter ses observations et à lui fournir toutes les informations susceptibles de l'aider à évaluer la mesure dans le délai d'un mois à compter de la réception de la présente. Elle invite vos autorités à transmettre immédiatement une copie de la présente aux bénéficiaires potentiels de l'aide.

24. La Commission rappelle à la France l'effet suspensif de l'article 88, paragraphe 3, du traité CE et se réfère à l'article 14 du règlement (CE) n° 659/1999 qui prévoit que toute aide illégale pourra faire l'objet d'une récupération auprès de son bénéficiaire.»

(7) JO L 380 du 31.12.1990, p. 27.

(8) JO L 83 du 27.3.1999, p. 1.

Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 87 et 88 du traité CE**Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection**

(2003/C 105/04)

Date d'adoption de la décision: 28.3.2003**État membre:** Allemagne (Hesse)**Numéro de l'aide:** N 260 B/02**Titre:** Aide aux investissements en liaison avec la transformation et la commercialisation de produits agricoles**Objectif:** Promouvoir et améliorer la transformation et la commercialisation de produits agricoles**Base juridique:** Richtlinien zur Förderung von Produktinnovationen und Vermarktungsalternativen**Budget:** 85 000 euros par an**Intensité ou montant de l'aide:** Variable**Durée:** Jusqu'au 31.12.2006

Le texte de la décision dans la ou les langues faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/secretariat_general/sgb/state_aims**Date d'adoption de la décision:** 28.3.2003**État membre:** France**Numéro de l'aide:** N 368/02**Titre:** Aides aux investissements dans les départements d'outre-mer (DOM)**Objectif:** Financer des actions d'investissements dans les exploitations agricoles et le secteur de la transformation dans les DOM**Budget:** 1 000 000 d'euros par an**Intensité ou montant de l'aide:** 50 % au maximum**Durée:** Cinq ans

Le texte de la décision dans la ou les langues faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/secretariat_general/sgb/state_aims**Date d'adoption de la décision:** 28.3.2003**État membre:** France**Numéro de l'aide:** N 364/02**Titre:** Aides à l'assistance technique dans le secteur agricole des départements d'outre-mer (DOM)**Objectif:** Financer des actions d'assistance technique dans les DOM**Budget:** 1 000 000 d'euros par an**Intensité ou montant de l'aide:** 100 % au maximum**Durée:** Cinq ans

Le texte de la décision dans la ou les langues faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/secretariat_general/sgb/state_aims**Date d'adoption de la décision:** 28.3.2003**État membre:** Italie (Frioul-Vénétie Julienne)**Numéro de l'aide:** N 622/02**Titre:** Règlement établissant les critères et modalités d'octroi des aides à la restructuration foncière des exploitations agricoles, prévues à l'article 7, paragraphes 15 et 16, de la loi régionale n° 13/2002**Objectif:** Remembrement de terres**Base juridique:** Legge regionale 6 maggio 2002, n. 13, articolo 7, commi 15 e 16. Deliberazione della Giunta regionale 12 luglio 2002, n. 2498 recante «Approvazione preliminare alla notifica alla Commissione europea del regolamento recante criteri e modalità applicabili nella concessione degli aiuti per la ristrutturazione fondiaria delle aziende agricole previsti dall'articolo 7, commi 15 e 16, della LR 13/2002»**Budget:** 4 500 000 euros (300 000 euros par an pendant quinze ans)**Intensité ou montant de l'aide:** De 40 à 55 %

Durée: Quinze ans

Le texte de la décision dans la ou les langues faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/secretariat_general/sgb/state_aids

Date d'adoption de la décision: 28.3.2003

État membre: Italie

Numéro de l'aide: N 692/02

Titre: Projet miel — UNAAPI

Objectif: Financement d'une campagne publicitaire visant à informer les consommateurs des caractéristiques spécifiques de différents types de miel et à promouvoir ainsi un accroissement de la consommation

Base juridique: Articolo 10 della legge n. 122 del 27 marzo 2001

Budget: 232 902 euros

Intensité ou montant de l'aide: 90 % des coûts éligibles

Durée: Deux ans

Le texte de la décision dans la ou les langues faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/secretariat_general/sgb/state_aids

Date d'adoption de la décision: 28.3.2003

État membre: Belgique

Numéro de l'aide: N 704/02

Titre: Arrêt des activités d'élevage dans les secteurs de la volaille et des bovins

Objectif: Réduire la production d'effluents d'élevage dans la région flamande

Base juridique: Decreet van de Vlaamse Raad tot regeling van de vrijwillige, volledige en definitieve stopzetting van de productie van alle dierlijke mest, afkomstig van een of meerdere diersoorten.

Décret du parlement flamand concernant l'arrêt volontaire, complet et définitif de la production de tous les effluents d'élevage provenant d'une ou de plusieurs espèces animale

Besluit van de Vlaamse Regering tot regeling van de vrijwillige, volledige en definitieve stopzetting van de productie van alle dierlijke mest, afkomstig van pluimvee.

Arrêté du gouvernement flamand concernant l'arrêt volontaire, complet et définitif de la production de tous les effluents d'élevage provenant de la volaille

Besluit van de Vlaamse Regering tot regeling van de vrijwillige, volledige en definitieve stopzetting van de productie van alle dierlijke mest, afkomstig van rundvee.

Arrêté du gouvernement flamand concernant l'arrêt volontaire, complet et définitif de la production de tous les effluents d'élevage provenant des bovins

Budget: Au maximum 37 789 000 euros

Intensité ou montant de l'aide: Jusqu'à concurrence de 100 %

Durée: 2003

Le texte de la décision dans la ou les langues faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/secretariat_general/sgb/state_aids

Date d'adoption de la décision: 28.3.2003

État membre: Royaume-Uni

Numéro de l'aide: N 743/02

Titre: Plan national de lutte contre la tremblante

Objectif: Détermination du génotype des moutons et abattage et élimination des animaux sensibles à la maladie

Base juridique: Non-statutory initiative; complement to the NSP-GB ram genotyping scheme (N 4/01)

Budget: Estimation provisoire pour la première année (2003/2004): 7 millions de livres sterling (environ 10 234 000 euros)

Intensité ou montant de l'aide: Jusqu'à 100 % des dépenses éligibles

Durée: D'avril 2003 à octobre 2007

Le texte de la décision dans la ou les langues faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/secretariat_general/sgb/state_aids

Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 87 et 88 du traité CE**Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection**

(2003/C 105/05)

Date d'adoption de la décision: 19.3.2003**État membre:** France**Numéro de l'aide:** N 243/02**Titre:** Aides en faveur des producteurs de lavandin**Objectif:** Aider les producteurs de lavandin à se restructurer à la suite de la crise de la filière en 2000-2001**Budget:** Aide à la restructuration: 73 000 euros pour 2002; aide aux organisations de producteurs d'huile essentielle: 76 000 euros pour 2002**Intensité ou montant de l'aide:** 2 000 euros au maximum par exploitation**Durée:** Indéterminée**Autres informations:** La France s'est engagée à fournir un rapport annuel sur l'application de l'aide

Le texte de la décision dans la ou les langues faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/secretariat_general/sgb/state_aids**Date d'adoption de la décision:** 19.3.2003**État membre:** Finlande**Numéro de l'aide:** N 30/03**Titre:** Aide aux agriculteurs en vue de compenser les dommages subis en raison de la contamination des aliments des animaux par le clostridium**Objectif:** Le 5 octobre 2002, l'entreprise de production d'aliments des animaux Terjärv Frys a livré à plusieurs exploitations d'élevage d'animaux à fourrure un lot d'aliments pour animaux à fourrure de sa propre production. Ces aliments étaient contaminés par *Clostridium botulinum bacterium* et ont déclenché un foyer de botulisme dans la population d'animaux à fourrure des exploitations concernées. Sur les 50 000 animaux perdus, environ 42 000, soit 84 %, ont été abattus le 7 octobre 2002 sur ordre des vétérinaires, en vertu de l'article 11 du décret relatif à la protection animale (*Eläinsuojelulasetus* 396/1996). Les quelque 8 000 animaux restants sont morts de la maladie au cours des deux premiers jours de la maladie. Le régime d'aide notifié prévoit la compensation des pertes de revenus liés à la vente des fourrures d'animaux. La compensation représente jusqu'à concurrence de 100 % de la valeur commerciale moyenne en 2002 des fourrures des seuls animaux abattus sur ordre des vétérinaires**Base juridique:** Valtioneuvoston asetus turkiseläimille vuonna 2002 tapahtuneesta rehumyrkytyksestä aiheutuneiden tappioiden korvaamisesta;

Lagförslag utfärdat av regeringen om ersättning för förluster på grund av att pälsdjur dött till följd av förgiftning under 2002

Budget: 2,93 millions d'euros**Intensité ou montant de l'aide:** 100 % des pertes éligibles**Durée:** Mesure unique**Autres informations:** Aucune procédure spécifique visant à traiter les foyers de botulisme n'a été établie par la législation vétérinaire de la Communauté. Le botulisme est une maladie animale (zoonose), figurant à l'annexe I de la proposition modifiée de la Commission de directive du Parlement européen et du Conseil sur la surveillance des zoonoses et des agents zoonotiques, en tant que zoonose à surveiller suivant la situation épidémiologique

Le texte de la décision dans la ou les langues faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/secretariat_general/sgb/state_aids**Date d'adoption de la décision:** 19.3.2003**État membre:** Italie**Numéro de l'aide:** NN 6/03 ex 220/02**Titre:** Crédits d'impôts en faveur des investissements agricoles: modifications**Objectif:** Investissements dans les exploitations agricoles et investissements concernant la transformation et la commercialisation de produits agricoles**Base juridique:** Legge finanziaria 388/2000 articolo 8, Decreto del ministro delle Politiche agricole e forestali recante le tipologie di investimento per il settore agricolo ammissibili al credito d'imposta e articolo 11 della Legge 178/2002**Budget:** 175 millions d'euros par an (pour les années 2003 et 2004)**Intensité ou montant de l'aide:** Variable selon les mesures (40 ou 50 %)**Durée:** Jusqu'en 2006

Le texte de la décision dans la ou les langues faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/secretariat_general/sgb/state_aids

Notification préalable d'une opération de concentration**(Affaire COMP/M.3146 — Smith & Nephew/Centerpulse)**

(2003/C 105/06)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

1. Le 22 avril 2003, la Commission a reçu notification, conformément à l'article 4 du règlement (CEE) n° 4064/89 du Conseil ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1310/97 ⁽²⁾, d'un projet de concentration par lequel l'entreprise britannique Smith & Nephew plc («Smith & Nephew») acquiert, au sens de l'article 3, paragraphe 1, point b), dudit règlement, le contrôle de l'ensemble de l'entreprise suisse Centerpulse AG («Centerpulse») par offre publique d'achat annoncée le 20 mars 2003.

2. Les activités des entreprises concernées sont les suivantes:

— Smith & Nephew: développement, production et distribution de produits médicaux,

— Centerpulse: développement, production et distribution de produits médicaux.

3. Après examen préliminaire et sans préjudice de sa décision définitive sur ce point, la Commission estime que l'opération de concentration notifiée pourrait entrer dans le champ d'application du règlement (CEE) n° 4064/89.

4. La Commission invite les tiers concernés à lui transmettre leurs observations éventuelles sur le projet de concentration.

Ces observations devront parvenir à la Commission au plus tard dans les dix jours suivant la date de la présente publication. Elles peuvent être envoyées par télécopieur ou par courrier, sous la référence COMP/M.3146 — Smith & Nephew/Centerpulse, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Direction B — Task-force «Concentrations»
J-70
B-1049 Bruxelles
[télécopieur (32-2) 296 43 01/296 72 44].

⁽¹⁾ JO L 395 du 30.12.1989, p. 1.
JO L 257 du 21.9.1990, p. 13 (rectificatif).

⁽²⁾ JO L 180 du 9.7.1997, p. 1.
JO L 40 du 13.2.1998, p. 17 (rectificatif).

BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

AVIS DU CONSEIL DES GOUVERNEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

du 24 avril 2003

sur une recommandation du Conseil de l'Union européenne concernant la nomination d'un membre du directoire de la Banque centrale européenne

(CON/2003/6)

(2003/C 105/07)

1. Par lettre du 14 avril 2003, le président du Conseil de l'Union européenne a sollicité l'avis du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) sur la recommandation 2003/301/CE du Conseil du 14 avril 2003 concernant la nomination d'un membre du directoire de la Banque centrale européenne ⁽¹⁾.
2. Ladite recommandation, qui, après consultation du conseil des gouverneurs de la BCE et du Parlement européen, sera soumise pour décision aux chefs d'État ou de gouvernement des États membres qui ont adopté l'euro, recommande de nommer Gertrude Tumpel-Gugerell membre du directoire de la BCE pour une durée de huit ans avec effet au 1^{er} juin 2003.
3. Le conseil des gouverneurs de la BCE estime que la candidate proposée est une personne dont l'autorité et l'expérience professionnelle dans le domaine monétaire ou bancaire sont reconnues, comme l'exige l'article 112, paragraphe 2, point b), du traité instituant la Communauté européenne.
4. Le conseil des gouverneurs de la BCE n'a pas d'objection à l'égard de la recommandation du Conseil concernant la nomination de la candidate proposée en qualité de membre du directoire de la BCE.
5. Le conseil des gouverneurs de la BCE a adopté le présent avis conformément à l'article 112, paragraphe 2, point b), du traité et aux articles 11.2 et 43.3 des statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne.
6. Le présent avis est publié au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Fait à Francfort-sur-le-Main, le 24 avril 2003.

Pour le conseil des gouverneurs de la BCE

Le président

Willem F. DUISENBERG

⁽¹⁾ JO L 109 du 1.5.2003.

ESPACE ÉCONOMIQUE EUROPÉEN
AUTORITÉ DE SURVEILLANCE AELE

AIDE D'ÉTAT — NORVÈGE

(2003/C 105/08)

Par la décision 149/02/COL du 26 juillet 2002 concernant des mesures fiscales dans le domaine de l'environnement (Norvège), dont le texte a été publié au *Journal officiel de l'Union européenne* L 31 du 6 février 2003, p. 36 et dans son supplément EEE n° 8 de la même date, p. 2, l'Autorité de surveillance AELE a ouvert la procédure prévue à l'article 1^{er}, paragraphe 2, du protocole 3 de l'accord relatif à l'institution d'une Autorité de surveillance et d'une Cour de justice et en a informé le gouvernement norvégien en lui envoyant une copie de cette décision.

L'Autorité de surveillance AELE invite les États de l'AELE, les États membres de l'Union européenne et les parties intéressées à lui transmettre, dans un délai de deux semaines à compter de la publication de la présente communication, leurs observations sur les mesures en question à l'adresse suivante:

Autorité de surveillance AELE
Rue de Trèves 74
B-1040 Bruxelles.

Les observations seront communiquées au gouvernement norvégien.



Liberté – Sécurité – Justice Construisons ensemble une Europe sans frontières

Direction générale
«Justice et affaires intérieures»



Suivez pas à pas...

Chaque jour, grâce à notre travail et au vôtre, l'Europe croît et se développe en un espace de liberté, de sécurité et de justice pour tous. Pour être encore plus proche de vous, répondre plus efficacement à toutes vos interrogations et vous permettre de suivre cette évolution, le nouveau site Internet *Liberté – Sécurité – Justice* est la source d'information qu'il faut consulter. Ce site Internet de la direction générale « justice et affaires intérieures » de la Commission européenne vous offre un outil unique pour vous orienter dans le foisonnement des débats européens et suivre pas à pas la construction de ce nouvel espace de liberté, de sécurité et de justice.

... la construction de l'Europe !

Une multitude d'informations, des plus générales aux plus précises, devient aisément accessible grâce à une navigation conviviale, organisée en treize grands chapitres thématiques :

- Asile
- Immigration
- Police
- Douanes
- Criminalité
- Drogues
- Justice civile
- Justice pénale
- Droits fondamentaux
- Citoyenneté
- Libre circulation
- Relations extérieures
- Élargissement

Franchissez le seuil de l'Europe de demain et découvrez en avant-première notre espace commun de liberté, de sécurité et de justice !



http://europa.eu.int/comm/justice_home/

**Pour faire de l'Union européenne
un espace de liberté, de sécurité et de justice.**



Commission européenne